

RÔLES	UTILISATEURS
Première ligne de l'UIS	Agent correctionnel Agent de libération conditionnelle en établissement Agent de programme correctionnel Agent de programmes sociaux Enseignant Agent de liaison autochtone Agent de programme Agent de programmes correctionnels pour Autochtones
Soins de santé	Infirmière Médecin Psychologue Thérapeute Conseillers comportementaux
Gestionnaires	Gestionnaire, Évaluations et Interventions (GEI) Gestionnaire, Stratégie d'intervention intensive (GSII) Agent de renseignement de sécurité (ARS)
Haute direction	Agent responsable (AR) Gestionnaire correctionnel (GC) Directeur adjoint (DA)
Directeur d'établissement (DE)	Directeur adjoint, Opérations (DAO) Directeur adjoint, Interventions (DAI) Directeur
SCAOC	Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnelles
Sous-commissaire principal	Sous-commissaire principal
Santé AC	Commissaire adjoint, Services de santé
AR/AC	Agent principal de projet Sous-commissaire régional Directeur général, Programmes pour délinquants et réinsertion sociale Sous-commissaire pour les femmes

2. Qui est responsable de la création de comptes pour les nouveaux utilisateurs?

Le programme de l'UIS a recueilli la liste des utilisateurs attendus de l'application de l'UIS auprès des directeurs d'établissements, de la santé et d'autres intervenants. Toute personne figurant sur ces listes sera ajoutée à la demande de l'UIS pour le 30 novembre.

Il est prévu de modifier le formulaire d'accès au SGD actuel (1325) pour y inclure l'UIS. En outre, l'octroi de l'accès à l'UIS suivra le processus du SGD — les utilisateurs recevront une formation appropriée pour leur rôle, puis le spécialiste du SGD leur fournira l'accès approprié. Les utilisateurs de l'UIS ont également besoin d'un compte SGD. Dans certains cas, le compte SGD est décrit comme un « compte SGD non SGD » — pour les utilisateurs, y compris : Agents de correction 1 et 2, enseignants, agents des programmes sociaux, liaison avec les Autochtones  
Les agents, les agents de programme autochtones, les informaticiens locaux sur les unités opérationnelles de l'UIS et tout le personnel de santé qui visite l'UIS.

3. Les nouveaux utilisateurs ont-ils besoin d'une formation en UIS et/ou SGD?  
Oui. Les nouveaux utilisateurs devraient recevoir une formation appropriée pour leur rôle dans l'UIS et, dans la plupart des cas, dans le SGD.
4. Le spécialiste SGD peut-il avoir accès à plusieurs unités opérationnelles?  
Un utilisateur au sein de l'unité d'interface utilisateur est affecté à une installation spécifique. Étant donné que le spécialiste du SGD aura un rôle à jouer, qui comprend la capacité d'ajuster l'accès des utilisateurs, il sera en mesure d'ajuster ses installations.

### Autorisation de transfèrement à l'UIS/mouvement restreint

5. Quand les mandats de transfèrement sont-ils requis et sont-ils toujours exécutés dans le SGD? Que fait-on dans l'application de l'UIS?  
Il existe des autorisations de transfèrement dans la demande de l'UIS afin de transférer les délinquants dans quatre scénarios précis :
  - a. transfèrement de la population générale à la circulation restreinte dans un établissement non membre de l'UIS.
    - i. Aucun mandat de transfèrement requis
    - ii. Créer une autorisation de transfèrement dans l'application UIS.
  - b. transfèrement de la population générale à une UIS d'un établissement de l'UIS.
    - i. Aucun mandat de transfèrement requis.
    - ii. Créer une autorisation de transfèrement dans l'application UIS.
  - c. transfèrement d'un mouvement restreint à un établissement non membre de l'UIS à un établissement membre de l'UIS.
    - i. Créer une autorisation de transfèrement dans l'application UIS.
    - ii. Mandat de transfèrement requis -> créé dans SGD.
  - d. transfèrement d'une UIS d'un établissement d'UIS à une autre UIS d'un autre établissement d'UIS.
    - i. Mandat de transfèrement requis — créé dans le SGD
    - ii. Aucun transfèrement de l'UIS à UIS dans l'application UIS. Il s'agirait de passer d'une UIS à un autre établissement —

à l'arrivée d'un autre établissement, ils décideraient si un transfèrement d'UIS est nécessaire.

Tous les autres types de transfèvements sont traités exclusivement au sein du SGD. De plus, des mandats de transfèrement doivent encore être produits dans le SGD pour le déplacement réel du délinquant.

6. Avez-vous un organigramme pour le processus de transfèrement à l'UIS?  
Il y a un flux de haut niveau sur la façon dont les transfèvements vers l'unité d'appui se feront sur le site de l'UIS sur le Hub <http://thehub/En/offenders/interventions/siu/Pages/information-staff.aspx>
7. Clarifier les entrées relatives à l'affectation des cellules.  
L'assignation des cellules dans l'application UIS est très similaire à l'assignation des cellules dans le SGD. Un délinquant peut être assigné à une cellule en utilisant le statut suivant : Occupé — Assigné — Réservé. Ensuite, ce statut devient Vacant lorsque le délinquant est retiré de la cellule. Les informations sur l'affectation de cellules créées dans l'application UIS sont envoyées au SGD.

### Qualité des données

8. Qui peut corriger les entrées de données pour les activités erronées?  
Si des erreurs sont commises, le gestionnaire correctionnel devra apporter les corrections appropriées. Par exemple, si les activités sont saisies pour le mauvais délinquant, elles doivent être supprimées (les dossiers continueront d'être conservés à des fins de vérification), puis réintroduites pour le délinquant approprié.
9. Existe-t-il une fonction de qualité des données pour capturer les entrées erronées ou manquantes?  
L'UIS ne fait pas partie du module Gestion des données et qualité des données (GD/QD) du SGD.  
À la fin de chaque journée, le gestionnaire correctionnel doit examiner et confirmer les entrées de chaque délinquant dans l'UIS. S'il y a des erreurs, le GC a la responsabilité d'apporter ces corrections.
10. Combien de temps faut-il au LTE-UIS pour transférer les données au SGD?  
Les informations sont partagées en temps réel entre le SGD (base de données centrale) et l'application de l'UIS.

### Activités quotidiennes

11. Qui saisira les renseignements à l'UIS?  
Chaque installation déterminera ses procédures d'exploitation. De nombreux rôles sont définis pour l'application UIS et l'appareil mobile. Par exemple, un responsable d'établissement pourrait prendre un appareil mobile et enregistrer sa visite quotidienne au fur et à mesure qu'il effectue ses visites quotidiennes. L'agent correctionnel peut faire la même chose : il peut interagir avec les délinquants ou les escorter à l'intérieur ou à l'extérieur de l'unité. Le DAI/DAO ou le responsable de

l'établissement peut accéder au bureau pour compléter les autorisations de transfèrement ou d'examen des recommandations.

12. Dans les activités par lots, y a-t-il un moyen de connaître les « incompatibles »?

Il n'y a aucun avertissement lié à incompatible lors de la création d'activités de groupe à l'aide de la fonction de lot. L'incompatibilité est documentée dans l'évaluation des risques liés à la menace qui est complétée dans la demande de l'UIS pendant le processus de transfèrement.

Le planificateur peut être utilisé par les gestionnaires pour planifier les personnes qui peuvent ou ne peuvent pas être ensemble pendant les activités de groupe. Le plan résultant du planificateur n'interagit pas avec la fonction d'activité Quotidien ou Batch. Il s'agit simplement d'une aide à l'emploi pour soutenir le plan pour un jour donné.

13. La documentation du délinquant peut-elle être imprimée à partir de la demande de l'UIS?

Un certain nombre de nouveaux formulaires ont été créés à la suite de la législation/politique de l'UIS. Ces documents peuvent être imprimés à partir de l'application de l'UIS. Les mandats de transfèrement continueront de faire partie du SGD.

14. Le délai d'attente de l'appareil mobile est-il dépassé?

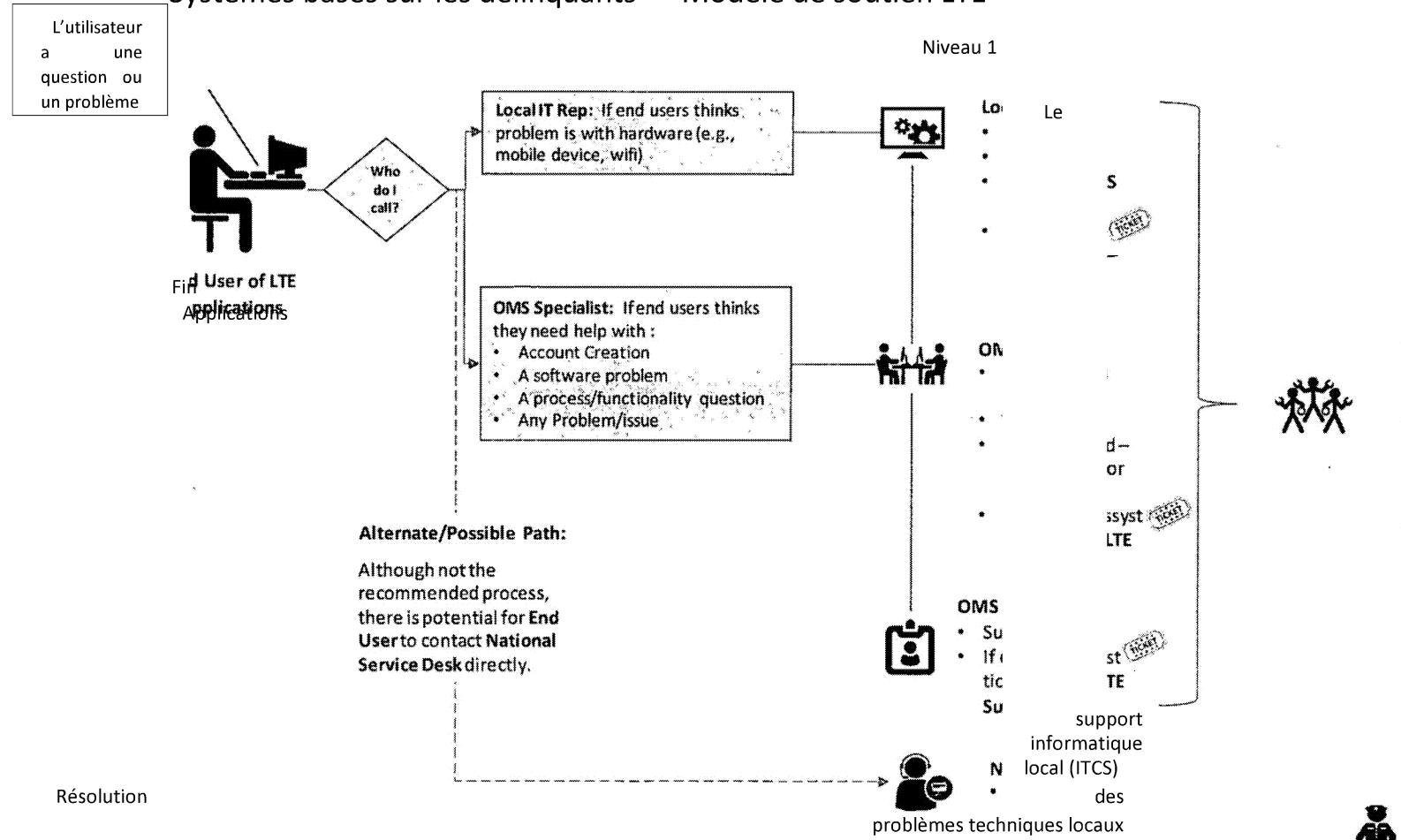
Toutes les données capturées à l'aide de l'appareil mobile seront stockées dans la mémoire RAM de l'appareil mobile jusqu'à ce que l'appareil mobile soit éteint ou qu'il soit hors tension. Les personnes qui travaillent avec l'appareil mobile devraient synchroniser les données souvent et régulièrement.

### Décideurs externes indépendants

15. Qui formera l'DEI (Décideurs externes indépendants)?

Étant donné que les composantes de l'application de l'UIS propres aux DEI sont encore en cours d'élaboration, le matériel de formation n'a pas encore été élaboré. L'équipe de l'UIS du SGI sera prête à offrir de la formation aux 12 DEI et aux 6 administrateurs qui appuieront les DEI. Des documents de référence spécifiques à l'utilisateur seront préparés pour appuyer ces rôles.

## Systemes basés sur les délinquants — Modèle de soutien LTE



- Résoudre les problèmes
- Si ne peut pas résoudre — reportez-vous à SGD Spécialiste
- En cas de problème matériel, créez un ticket Assyst pour engager l'équipe de support LTE de niveau supérieur

Le spécialiste SGD :

ions fonctionnelles et de processus

Fournir une formation ou un encadrement Si vous ne savez pas comment répondre, communiquez avec le gestionnaire du SGD pour obtenir de l'aide

En cas de problème d'application, créez un ticket Assyst pour engager l'équipe de support LTE de niveau supérieur

L'équipe régionale du SGD

- Spécialistes du support

Si ne peut pas prendre en charge, créez un billet d'aide pour rediriger le problème vers l'équipe de support LTE

Le Centre de services national (CSN) :

- Créez un billet d'aide pour les problèmes techniques qui sont dirigés vers l'équipe de support LTE.

\*Affaires/Politique/Directive :

Un représentant d'une clientèle d'affaires connexe sera engagé pour répondre aux besoins des entreprises, des politiques ou

Support de niveau 2

L'équipe d'assistance LTE

- Problème de triage pour déterminer le problème technique ou d'application • Identifier les bogues/problèmes Rediriger vers le client pour une clarification du processus\*
- Réengager l'informatique locale
- Créer un ticket d'assistance pour le support informatique avec le Centre de service national

questions relatives à la  
directive.

**Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** December 11, 2020 8:15 AM  
**To:** Neil Kathy (PRA)  
**Subject:** FW: Effective Practice on the SIU's  
**Attachments:** LTE Mental Health Assessment.jpg; Consent for sharing inmate health information with IEDM: QUE Region questions from IEDM

**Follow Up Flag:** Follow up  
**Flag Status:** Flagged

**Categories:** Printed for Action

Forwarding for awareness. It's not clear to me how this practice accords with HS preferred health information management approach. It's an ongoing conversation with HS.

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** December 4, 2020 10:48 AM  
**To:** Clarke Ginette (NHQ) ; Ricard Geneviève (NHQ-AC)  
**Cc:** Cheema Sundeep (PAC)  
**Subject:** FW: Effective Practice on the SIU's

FYI – let me know if we should discuss.

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Hood Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)>  
**Sent:** December 4, 2020 10:02 AM  
**To:** Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>  
**Subject:** Effective Practice on the SIU's



Good morning Pierre,

I wanted to bring to your attention a situation where I have noted effective practice being brought forward by SIU staff and well documented within the SIU LTE database. For a very long time I have been asking for clear information in the database when an inmate has mental health concerns. This information is crucial to determining the impact that the SIU and their conditions of confinement are having on an inmate's mental wellness. This morning, for the first time, I noted that this information has been noted in the SIU LTE database Supplementary Comments. I've attached a screenshot with the inmate's information redacted, so that you can get a sense of the information and how important this information would be to IEDM's in their review of conditions of confinement.

I know that this information has been available on an inmate's file, but it is often not available readily or the assessment is done after documents have been provided to IEDM's, so they are not aware of the assessments.

My hope is that this will be standard practice across the country for SIU's going forward and that this did not happen by accident. I also want to acknowledge the SIU mental health team in the Prairie Region and at EI for responding to something I have been requesting for almost a year.

Stay safe and be well,

Kevin Hood, Interim Senior Independent External Decision Maker | Décideur externe indépendant principal par intérim  
*Structured Intervention Units | Unités d'intervention structurées*  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

256 Wallace St #200  
Nanaimo, BC V9R 5B3  
Email: [Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)  
Cellular: 587-340-9920

**CONFIDENTIALITY WARNING:**

THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENT IS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT. IF YOU HAVE REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE IT IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE, COPY OR DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE.

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ:**

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. SI VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-CI.

## Weckert Sherilyn (PRA)

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** November 26, 2020 5:00 PM  
**To:** Clarke Ginette (NHQ)  
**Cc:** Martin Michael (NHQ-AC); Castonguay Audrey (NHQ-AC); Ricard Geneviève (NHQ-AC); Hitchcock Jennifer (NHQ-AC); Kettles Nicole (NHQ-AC)  
**Subject:** Consent for sharing inmate health information with IEDM: QUE Region questions from IEDM  
**Attachments:** FW: consentement des détenus

Hi Ginette,

Thanks for the call yesterday. We covered a few points, so please correct or add to the summary below:

- the Senior IEDM (East) has raised the concern that there are inconsistent practices in QUE Region with respect to the requirement of an inmate's consent for sharing health records with an IEDM in the course of mandated review. Correspondence is attached and included below. I do not know if the inconsistency is real or perceived. It may simply be a question of messaging with appropriate nuance.
- there is an opportunity to communicate CSC's policy position and operational practice to the IEDMs generally. This can take different forms. If HS were to issue a bulletin or practice reminder to all staff and contractors, then we can forward that communication at the same time to the Senior IEDMs for distribution to the rest of the IEDMs. In the event that IEDMs feel that some questions are left unanswered, we can follow up with an email or a call. There is supposed to be a call with the two Senior IEDMs on alternating weeks. The goal is to create a stable and regular forum to discuss various operational issues. The scheduling of that call is with PS.
- there is a specific opportunity to communicate CSC's health-related policy positions and operational practices to the IEDMs as a group. They have asked for a series of information sessions, each touching on a core CSC business. The session for health-related information is scheduled for January 15. While they have suggested some topics and questions, it is open to HS to put together a presentation that includes information that it believes would benefit the IEDMs (and by extension CSC) as they carry out their mandated reviews. They are engaged and interested in learning CSC's business. Though January may seem far away, I recommend that we start planning for the presentation now. A formal email request to ACHS and other sector heads will be sent shortly.
- the issue of how CSC shares health information goes beyond IEDM reviews. For SIU-related operations, it is a question that has also come up with SDC reviews. To that end, I am copying G. Ricard, who I understand has been developing content and procedure tools for those reviews.
- bigger picture, CD 711 will one day be updated. The implementation of parts of C-83 had to be done over a short period. Partly for that reason, CD 711 served as a general operating manual for all things SIU. However, it only partially addresses relevant health operations. One possibility is for there to be a GL under CD 711, issued by ACHS, that would speak more comprehensively to SIU-related health operations, including pieces like practices and procedures for information-sharing for the various reviews. Going forward, the point of contact for CD 711 is G. Ricard.

Please let me know about the concern of the Senior IEDM (East). Happy to discuss communication strategies once the concern is evaluated.

thanks

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** November 12, 2020 5:44 PM  
**To:** Clarke Ginette (NHQ) <[Ginette.Clarke@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Ginette.Clarke@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Subject:** FW: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

For the consent discussion. thanks

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>  
**Sent:** November 12, 2020 5:30 PM  
**To:** Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** Hood Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)>; Dunkley, Rosamund (PS/SP) <[rosamund.dunkley@canada.ca](mailto:rosamund.dunkley@canada.ca)>  
**Subject:** TR: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

Pierre,

Here is the latest message I've received related to the issue of consent and SIU "14 days" mental health forms.

Je reste disponible si tu as des questions.

Merci pour la rencontre d'aujourd'hui. Ce fut utile.

Bonne soirée.

**Sabine MICHAUD LL.B., B.Sc. crim.**  
Déceuse externe indépendante principale / *Senior Independent External Decision Maker*  
Région de l'est / *Eastern Region*  
Unité d'intervention structurée / *Structured Intervention Unit*  
Gouvernement du Canada | *Government of Canada*  
4, Place Laval, LAVAL (QC) Canada, H7N 5Y3  
Bureau 424  
(450) 972-7748 Cell. : (514) 912-0126  
[Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca)

**VEUILLEZ NOTER** que les décideuses et décideurs externes indépendant.e.s ne sont pas des employé.e.s de Service Correctionnel Canada / **PLEASE NOTE** that Independent external decision-makers are not employees of Correctional Service Canada

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ / CONFIDENTIALITY WARNING:**

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. SI VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-CI. / *THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENTS IS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT. IF YOU REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE IT IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER, AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE, COPY, DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE.*

• N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix / Do not hesitate to reply in the official language of your choice. •

**De :** Paquette Virginie (QUE) <Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA>

**Envoyé :** 10 novembre 2020 09:25

**À :** Michaud Sabine (NHQ-AC) <Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca>

**Cc :** Therriault Geneviève (QUE) <Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca>; Tremblay Christine (QUE) <Christine.Tremblay@csc-scc.gc.ca>; Labbée Lyne 301 (QUE) <Lyne.Labee@csc-scc.gc.ca>

**Objet :** RE: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

Bonjour Mme Michaud,

La notion de consentement du délinquant ne peut être à ce point uniforme dans le sens où plusieurs situations peuvent survenir. Ainsi, au moment où l'évaluation doit être complétée, le délinquant pourrait consentir à participer à l'évaluation ou à ce que l'évaluation soit produite sur dossier s'il refuse de participer à l'entretien avec le professionnel de la santé. Ce sont les 2 situations que nous rencontrons le plus souvent et dans ces cas, le formulaire de consentement n'est pas requis puisque le délinquant a été informé, en début de processus, que les conclusions de cette évaluation seraient partagées en fonction du « besoin de savoir » des intervenants. Toutefois, dans certaines situations, le délinquant refuse catégoriquement de participer à l'évaluation et il refuse aussi de consentir à ce qu'elle soit complétée sur dossier. Ainsi, dans ces situations, le formulaire de consentement devient nécessaire avant de partager les conclusions du professionnel de la santé, à qui que ce soit.

Ainsi, j'ai demandé à ce qu'une orientation plus générale soit donnée par l'Administration Centrale (département de la santé) afin que toutes les régions et tous les DEI puissent être sur la même page. Cela permettra également que des professionnels de ce domaine nous donnent des explications sur le processus alors que je tente de mon mieux de vulgariser le tout, sans que cela soit ma spécialisation.

Entretemps, les professionnels de la santé de chaque établissement sont les mieux placés pour savoir ce que le délinquant a offert comme consentement. Ce seront à eux de décider si le formulaire de consentement est requis, ou non. Vous pouvez donc continuer d'en faire la demande et si les informations ne peuvent être partagées, nous en serons informés. Ce sera la responsabilité de chaque établissement de déterminer si le consentement est nécessaire avant que les formulaires ne vous soient envoyés.

En espérant que cela réponde à vos questionnements,

Bonne journée!

**Virginie Paquette**

Agente principale de projets intérimaire / Surveillance de l'UIS et transfèrements

Acting Senior Projects Officer /SIU and transfert

Administration régionale (Québec) / Regional Administration (Quebec)

Service Correctionnel Canada / Correctional Service Canada

Téléphone : 450-263-3073 ext. 2139

[virginie.paquette@csc-scc.gc.ca](mailto:virginie.paquette@csc-scc.gc.ca)

**De :** Michaud Sabine (NHQ-AC)  
**Envoyé :** 9 novembre 2020 18:43  
**À :** Paquette Virginie (QUE)  
**Cc :** Therriault Geneviève (QUE) ; Tremblay Christine (QUE)  
**Objet :** RE: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

Bonjour madame Paquette,

Est-il possible d'avoir l'heure juste sur la pratique institutionnelle quant à la nécessité (ou non) d'obtenir le consentement du détenu avant la communication des formulaires de santé mentale UIS aux DEI, svp ? Les réponses reçues jusqu'à présent me semblent contradictoires (voir réponse de madame Therriault et votre courriel envoyé récemment).

J'aimerais pouvoir partager une information claire et validée aux autres DEI des deux régions.

Merci.

*Sabine Michaud*

Sabine Michaud LL.B., B.Sc. crim.  
Décideuse externe indépendante principale / *Senior Independent External Decision Maker*  
Région de l'est / *Eastern Region*  
Unité d'intervention structurée / *Structured Intervention Unit*  
Gouvernement du Canada | *Government of Canada*

4, Place Laval, LAVAL (QC) Canada, H7N 5Y3  
Bureau 424  
☎ : (450) 972-7748 Cell. : (514) 912-0126  
✉ : [Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca)

**VEUILLEZ NOTER** que les décideuses et décideurs externes indépendant.e.s ne sont pas des employé.e.s de Service Correctionnel Canada / **PLEASE NOTE that Independent external decision-makers are not employees of Correctional Service Canada**

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ / CONFIDENTIALITY WARNING:**

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. SI VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-CI. / *THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENTS IS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT. IF YOU REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE IT IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER, AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE, COPY, DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE.*

• N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix / Do not hesitate to reply in the official language of your choice. •

**De :** Therriault Geneviève (QUE) <[Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca](mailto:Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca)>  
**Envoyé :** 9 novembre 2020 15:01

**À :** Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>  
**Objet :** RE: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

Bonjour Madame Michaud,

J'ai vérifié et selon l'information obtenue de la part de la Chef santé mentale, il faut le consentement de M. Koua Amir pour partager les formulaires de santé. Celui-ci a toutefois refusé de le donner. Il n'a pas voulu signer le formulaire lorsque l'infirmier l'a rencontré à cet effet.

Je vous reviens rapidement avec les réponses aux autres questions.

Merci,

Geneviève

**Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** November 10, 2020 8:21 AM  
**To:** Clarke Ginette (NHQ)  
**Cc:** Ricard Geneviève (NHQ-AC)  
**Subject:** FW: consentement des détenus

Hi Ginette,

Please see below. It appears that there may be an inconsistent approach in QUE Region to an inmate's consent for information-sharing with IEDMs.

Please let us know if you would like to have a call to discuss the issue and next steps.

thanks

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Sent:** November 10, 2020 9:09 AM  
**To:** Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Subject:** RE: consentement des détenus

Ok... Allez-vous leur transmettre le questionnaire?

Mme Michaud me relance ce matin, je vais répondre qu'il faut se référer au chef santé mentale de chaque établissement, pour le moment, lesquels nous indiqueront si le formulaire de consentement est nécessaire ou non.

Virginie

---

**De :** Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Envoyé :** 9 novembre 2020 16:19  
**À :** Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>; Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc :** 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Objet :** RE: consentement des détenus

Je pense à Ginette Clarke.

Pierre Covo  
Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units

Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875


**From:** Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Sent:** November 9, 2020 4:13 PM  
**To:** Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>; Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Subject:** RE: consentement des détenus

Bonjour Virginie, Bonjour Pierre,

Cette question devrait plutôt être adressée aux services de santé ;  
Pierre, sais-tu à qui nous pourrions transmettre cette demande?

Merci,

**Geneviève Ricard**

  
A/Director, Structured Intervention Units (SIU) Operations team | Directrice int, équipe opérationnelle des unités d'intervention structurée (UIS)  
Correctional Service Canada (CSC) | Service correctionnel Canada (SCC)  
340 Laurier Avenue West | 340, Avenue Laurier Ouest  
Ottawa, Ontario  
Phone 343-548-2680

**De :** Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Envoyé :** 9 novembre 2020 16:09  
**À :** Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>; Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc :** 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Objet :** consentement des détenus

Bonjour Geneviève et Pierre,

Au cours des dernières semaines, nous avons eu différents échanges avec la DEI Senior au sujet de la nécessité d'obtenir le consentement du détenu afin de fournir, aux DEI, une copie des formulaires de santé mentale reliés à l'UIS. Certains établissements répondaient que le consentement n'était pas requis puisqu'il faisait partie du processus en soi (le consentement est expliqué et demandé avant de procéder à l'évaluation) alors que d'autres établissements répondaient que le consentement du détenu devait d'abord être obtenu avant d'envoyer le formulaire aux DEI. Ainsi, Christine et moi avons discuté de ce sujet avec les gestionnaires régionaux en santé mentale, mais ceux-ci nous réfèrent à vous afin qu'une orientation plus uniforme soit donnée pour l'ensemble du SCC.

Jusqu'à présent, j'en comprends que le formulaire de consentement ne serait pas requis si le détenu a consenti à participer à l'évaluation ou qu'il a consenti à ce que l'évaluation soit complétée sur dossier. Toutefois, dans de rares cas, le détenu pourrait avoir refusé de consentir à l'entretien et au processus en soi. Dans ces cas précis, le consentement du détenu serait nécessaire pour faire parvenir les formulaires aux DEI.



Bref, je pense qu'il serait plus prudent d'avoir une orientation de l'Administration Centrale pour uniformiser la pratique avec les DEI. Entretemps, nous allons nous fier au jugement des sites puisqu'ils sont les mieux placés pour savoir si le détenu a consenti, ou non, au processus d'évaluation.

Merci à l'avance,

***Virginie Paquette***

Agente principale de projets intérimaire / Surveillance de l'UIS et transfèrements

Acting Senior Projects Officer /SIU and transfert

Administration régionale (Québec) / Regional Administration (Quebec)

Service Correctionnel Canada / Correctional Service Canada

Téléphone : 450-263-3073 ext. 2139

[virginie.paquette@csc-ccc.gc.ca](mailto:virginie.paquette@csc-ccc.gc.ca)

**Page 1**

**is withheld pursuant to section  
est retenue en vertu de l'article**

**19(1)**

**of the Access to Information Act  
de la Loi sur l'accès à l'information**

**Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** December 4, 2020 11:19 AM  
**To:** Hurd Paul (PRA); Booker Debbie (PRA); MacDonald Cynthia (PRA)  
**Subject:** FW: EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE  
**Attachments:** 332897 - MEMO - EN\_FR EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE.pdf  
**Importance:** High

FYI

**From:** Despins Connie (PRA) <Connie.Despins@CSC-SCC.GC.CA> **On Behalf Of** Hope Jason (PRA)  
**Sent:** December 4, 2020 8:38 AM  
**To:** 500-Wardens <500Wardens@CSC-SCC.GC.CA>; Zdrill Agnes (PRA) <Agnes.Zdrill@CSC-SCC.GC.CA>  
**Cc:** Neil Kathy (PRA) <Kathy.Neil@CSC-SCC.GC.CA>; Krafchuk Pattie (PRA) <Pattie.Krafchuk@CSC-SCC.GC.CA>; MacDonald Cynthia (PRA) <Cynthia.M.MacDonald@csc-scc.gc.ca>  
**Subject:** FW: EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE  
**Importance:** High

Good Morning,

Please see attached for your awareness.

Thank you,

Connie Despins on behalf of

**Jason Hope**

A/Regional Deputy Commissioner

Correctional Service of Canada/Government of Canada

[Jason.Hope@csc-scc.gc.ca](mailto:Jason.Hope@csc-scc.gc.ca) /Tel:306-659-9231

Sous-commissaire régionale par int.

Service correctionnel Canada/Gouvernement du Canada

[Jason.Hope@csc-scc.gc.ca](mailto:Jason.Hope@csc-scc.gc.ca) /Tél: 306-659-9231

**Please do not hesitate to reply in the official language of your choice. / N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix.**

**From:** Milchak Sarah (NHQ-AC) <[Sarah.Milchak@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Sarah.Milchak@CSC-SCC.GC.CA)> **On Behalf Of** Gratton France (NHQ-AC)  
**Sent:** December 4, 2020 8:35 AM  
**To:** 100-RDC <[100-RDC@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-RDC@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** 100-RDC Admin <[100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA)>; 100-COP-DG <[100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA)>; 100-ACCOP Office Administration <[100-ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA)>; 100-SIU Implementation Team <[1](mailto:100-</a></p></div><div data-bbox=)

[SIUImplementationTeam@CSC-SCC.GC.CA](mailto:SIUImplementationTeam@CSC-SCC.GC.CA)>; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>

**Subject:** EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE

Hello // Bonjour,

Please find enclosed a memorandum on the above-noted subject. // Veuillez trouver ci-joint une note de service sur le sujet susmentionné.

Thank you // Merci,

*Sarah Milchak on behalf of/de la part de*

**France Gratton**

Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs

Correctional Service of Canada / Government of Canada

[France.Gratton@csc-scc.gc.ca](mailto:France.Gratton@csc-scc.gc.ca) / Tel: 613-943-0499

Commissaire adjointe, Opérations et programmes correctionnels

Service correctionnel du Canada / Gouvernement du Canada

[France.Gratton@csc-scc.gc.ca](mailto:France.Gratton@csc-scc.gc.ca) / Tél: 613-943-0499

**MEMORANDUM NOTE DE SERVICE**

To / À: Regional Deputy Commissioners / Sous-commissaires régionaux

From / De: Assistant Commissioner / Commissaire adjointe  
Correctional Operations and Programs / Opérations et programmes correctionnels

Security Classification - Classification de sécurité Unclassified Non classifié	
Our File - Notre référence CCM 332897	
Your File - Votre référence	
Date 2020-12-03	Tel. No. - N° de tél. 613 943-0499

Subject / Sujet: **EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE**

**PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE**

In the current second wave of the COVID-19 pandemic, the transition of some institutions into the Orange or Red zones in the Correctional Service of Canada's (CSC) Integrated Risk Management Framework may present challenges for transfers to Structured Intervention Units (SIUs) from institutions that are non-SIU sites. A site with a restricted movement area may not be able to transfer any case that must be admitted to an SIU outside of the institution if it is in an Orange or Red zone or if the site that must receive the inmate at its SIU is in an Orange or Red zone.

Dans le contexte actuel de la deuxième vague de la pandémie COVID-19, le passage de certains établissements en zone Orange ou Rouge dans le Cadre intégré de gestion du risque du Service correctionnel du Canada (SCC) peut causer des enjeux pour les transferts vers une Unité d'intervention structurée (UIS), à partir d'un site ne comportant pas d'UIS au sein de son établissement. En effet, un site avec une aire de déplacements restreints pourrait être dans l'impossibilité de transférer hors de son établissement un cas devant être admis dans une UIS s'il était en zone Orange ou Rouge, ou si le site qui doit accueillir le détenu dans son UIS est en zone Orange ou Rouge.

It is imperative that discussions are held in each of your regions to develop a risk mitigation plan if such situation should occur so that we can comply with the requirement to transfer cases to an SIU no later than the fifth working day after the inmate's transfer to an SIU is authorized, while ensuring the mental and physical health, safety and well-being of CSC's staff, offenders, stakeholders, and the public.

Il devient impératif que des discussions aient lieu dans chacune de vos régions pour développer un plan d'atténuation des risques si de telles situations devaient survenir pour nous permettre de respecter l'exigence de transférer les cas dans une UIS au plus tard au 5<sup>e</sup> jour ouvrable après la date à laquelle le transfèrement du détenu en UIS a été autorisé, tout en assurant la santé physique et mentale, la sécurité et le mieux-être des employés du SCC, des délinquants, des intervenants et du public.

.../2

- 2 -

It is important to share this plan with the Wardens of all the institutions in your region.

Il est important de vous assurer que ce plan est partagé avec les directeurs de tous les établissements de votre région.

The following is a non-comprehensive list of things to help you assess your options:

Voici quelques éléments pour vous aider à évaluer vos options, mais sans s'y limiter :

**If the SIU site cannot receive inmates from other institutions:**

**Si l'établissement comportant une UIS ne peut recevoir de détenus provenant d'autres établissements :**

- Will you be able to move the inmate who must be transferred to an SIU to another SIU in the region?
- Could the option of a land transfer to an SIU in an adjacent region be considered? Discussions between the Regional Deputy Commissioners (RDCs) of the affected regions, as well as the Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs (ACCOP) and the Assistant Commissioner, Health services must take place, where appropriate.
- Could an emergency transfer be considered to integrate the inmate in a mainstream population of another institution within the region?
- As a last resort, should you request for another institution in the region to be designated as a temporary SIU site due to exceptional circumstances?

- Serez-vous en mesure de déplacer le détenu devant être transféré en UIS dans une autre UIS de la région?
- Est-ce que l'option d'un transfert par voie terrestre vers une UIS d'une région adjacente pourrait être envisagée? Des discussions entre les Sous-commissaires régionaux (SCR) des régions concernées, ainsi que la Commissaire adjointe, opérations et programmes correctionnels (CAOPC) et la Commissaire adjointe, services de santé devront avoir lieu, le cas échéant.
- Est-ce qu'un transfert d'urgence pourrait être envisagé pour intégrer le détenu dans une population générale d'un autre établissement de la région?
- En dernier recours, devrez-vous demander qu'un autre établissement de la région soit désigné comme un site temporaire comportant une UIS dû à des circonstances exceptionnelles?

In that regard, it must be understood that designating a temporary SIU site carries certain legal risks and, for this reason, it should only be implemented if there is no other possible alternative. An institution that is temporarily designated as an emergency SIU site will need to fulfill the responsibilities set out in Commissioner's Directive (CD) 711 – *Structured Intervention Units* for SIU institutions. It will also need to apply

À cet effet, il faut être conscient que le fait de désigner un site UIS temporaire comporte certains risques sur le plan législatif et pour cette raison, il ne doit être invoqué que s'il n'existe aucune autre alternative possible. Un établissement qui devient désigné temporairement comme un site UIS d'urgence devra assurer les responsabilités prévues à la Directive du commissaire (DC) 711 – *Unités d'intervention structurée* pour les établissements comportant une UIS. Il devra

.../3

- 3 -

Guidelines 711-1 – Structured Intervention Unit Transfer Procedures – SIU Sites and stop applying Guidelines 711-2 – Structured Intervention Unit Transfer Procedures – Non-SIU Sites as long as it is designated an SIU site by the Commissioner.

You must ensure that the site you want to designate as a temporary SIU site will be able to meet the legislative requirements in terms of time outside the cell, meaningful human contact, interventions, and the structured review process (conducting reviews, creating SIU Correctional Plan Updates, etc.).

**If a non-SIU site is in an Orange/Red zone and after evaluation is unable to transfer an inmate to a Institution with an SIU :**

- Is there another range or unit in the institution that may be used as an alternative to the SIU, while maintaining good conditions of confinement, allowing inmates on this range/in this unit as much time outside of their cells as the others, with opportunities for interaction with a cohort of compatible inmates, while ensuring the security of the institution and the safety of any person inside it, including the inmates themselves?
- The conditions of confinement on this range/in this unit must not be more restrictive than an SIU and their routine must be similar to that of other ranges in the institution.

également appliquer les Lignes directrices 711-1 – Procédures de transfèrement vers une UIS – Établissements comportant une UIS et cesser d'appliquer les Lignes directrices 711-2 – Procédures de transfèrement vers une UIS – Établissements ne comportant pas d'UIS tant qu'il sera désigné comme un site comportant une UIS par la Commissaire.

Il devient impératif de vous assurer que le site que vous voulez voir désigné comme une UIS temporaire sera en mesure de répondre aux exigences législatives en terme de temps hors de la cellule, de contacts humains significatifs, d'interventions et de processus de révision structurée (tenue des examens, création des mises à jour de plan correctionnel pour les UIS, etc.).

**Si un établissement ne comportant pas d'UIS est en zone orange/rouge et après évaluation se trouve dans l'impossibilité de transférer un détenu dans un établissement comportant une UIS :**

- Est-ce qu'une autre rangée ou unité de l'établissement, pourrait être utilisée comme une alternative à l'UIS, tout en maintenant de bonnes conditions de détention, en allouant aux détenus de cette rangée/unité autant de temps hors de leur cellule que les autres, avec des possibilités d'interaction avec une cohorte de détenus compatibles, tout en assurant la sécurité de l'établissement et des personnes qui s'y trouvent, incluant le détenu lui-même ?
- Les conditions de détention de cette rangée/ unité ne doivent pas être plus restrictives qu'une UIS et leur routine doit être similaire à celle des autres rangées de l'établissement.

.../4

- 4 -

- Could an exception for a transfer be requested from the ACCOP, the RDC or the Deputy Commissioner for Women, in accordance with the CSC Integrated Risk Management Framework?
- Determine what provisions will be required in non-SIU sites (routine, staff members, etc.) to allow the temporary SIU designation at these sites in terms of infrastructure and to ensure that SIU-related requirements for inmate rights are met (time outside of their cell, completion of SIU Correctional Plan Updates, etc.).
- Est-ce qu'une exception pour un transfèrement pourrait être demandée à la CAOPC, le SCR et la sous-commissaire pour les femmes, conformément au Cadre intégré de gestion du risque du SCC?
- Déterminez quels seront les aménagements nécessaires au sein des établissements ne comportant pas d'UIS (routine, membres du personnel, etc.) pour permettre la désignation temporaire d'une UIS à ces sites en terme d'infrastructure et pour assurer que les exigences en lien avec les UIS pour les droits des détenus seront respectés (temps à l'extérieur de la cellule, rédaction des mises à jour des plans correctionnels UIS, etc.).

In that regard, it must be understood that designating a temporary SIU site carries certain legal risks and, for this reason, it should only be implemented if there is no other possible alternative. An institution that is temporarily designated as an emergency SIU site will need to fulfill the responsibilities set out in CD 711. It will also need to apply Guidelines 711-1 – and stop applying Guidelines 711-2 –as long as it is designated an SIU site by the Commissioner.

You must ensure that the site you want to designate as a temporary SIU site will be able to meet the legislative requirements in terms of interventions, time outside the cell, meaningful human contact, daily visits by a health care professional, medical assessments, and the structured review process (conducting reviews, creating SIU Correctional Plan Updates, etc.), including procedural safeguards.

À cet effet, il faut être conscient que le fait de désigner un site UIS temporaire comporte certains risques sur le plan législatif et pour cette raison, il ne doit être invoqué que s'il n'existe aucune autre alternative possible. Un établissement qui devient désigné temporairement comme un site UIS d'urgence devra assurer les responsabilités prévues à la DC 711. Il devra également appliquer les Lignes directrices 711-1 et cesser d'appliquer les Lignes directrices 711-2 tant qu'il sera désigné comme un site comportant une UIS par la Commissaire.

Il devient impératif de vous assurer que le site que vous voulez voir désigné comme une UIS temporaire fera preuve de conformité pour répondre aux exigences législatives en terme d'interventions, de temps hors de la cellule et de contacts humains significatifs, de visites quotidiennes par un professionnel de la santé, d'évaluations médicales et de processus de révision structurée (tenue des examens, création des mises à jour de plan correctionnel pour les UIS, etc.), incluant les garanties procédurales.

.../5



- 5 -

**Procedure for the temporary designation of an emergency SIU site by the Commissioner:**

If the only alternative is to ask the Commissioner to temporarily designate an emergency SIU site, the procedure is as follows:

- The Warden of the institution will need to hold a discussion with the ADCCO ;
- If it is determined that this is the only alternative, the recommendation will need to be presented to the RDC ;
- A memorandum signed by the RDC and addressed to the Commissioner will be prepared to justify the request and then sent to the ACCOP, by email. This memo will need to:
  - provide the context of the request and explain the exceptional circumstances justifying it (exceptional circumstance: an immediate situation which endangers the life, safety or health of inmates, staff, visitors, or the security of the institution);
  - detail the alternatives that have been considered and eliminated;
  - identify the cells or ranges that will need to be designated as an SIU;
  - identify the time required for the temporary SIU designation; and

**Procédure de désignation temporaire d'un site UIS d'urgence par la Commissaire :**

Advenant que la seule alternative soit de demander à la Commissaire de désigner temporairement un site UIS d'urgence, la procédure à suivre sera la suivante :

- Le directeur de l'établissement concerné devra tenir une discussion avec le SCAOC;
- S'il est déterminé qu'il s'agit de la seule alternative possible, la recommandation devra être présentée au SCR ;
- Une note de service signée par le SCR et adressée à la Commissaire sera rédigée pour justifier la demande, puis sera envoyée à la CAOPC par courriel. Cette note devra :
  - présenter le contexte de la demande et expliquer quelles sont les circonstances exceptionnelles la justifiant (circonstance exceptionnelle : situation immédiate qui menace la vie, la sécurité ou la santé de détenus, d'employés ou de visiteurs ou la sécurité de l'établissement);
  - détailler les alternatives qui ont été envisagées et éliminées;
  - identifier les cellules ou rangées qui devront être désignées comme une UIS;
  - identifier le délai nécessaire pour la désignation temporaire de l'UIS; et

.../6

- 6 -

- explain how the site that should be designated as a temporary SIU site will be able to meet the SIU requirements in terms of infrastructure, interventions, and inmate rights as set out in the *Corrections and Conditional Release Act* and the *Corrections and Conditional Release Regulations*, as noted above.
- expliquer de quelle manière le site qui devrait être désigné comme un site comportant une UIS temporaire pourra rencontrer les exigences des UIS en terme d'infrastructure, d'interventions et de droits prévus à la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous conditions* et au *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous conditions*, tel que mentionné précédemment.

If you have any questions, please contact Geneviève Ricard at 343-548-2680 or by email at [Genevieve.Ricard2@csc-scc.gc.ca](mailto:Genevieve.Ricard2@csc-scc.gc.ca).

Pour toute question, prière de contacter Geneviève Ricard au (343) 548-2680 ou par courriel à [Genevieve.Ricard2@csc-scc.gc.ca](mailto:Genevieve.Ricard2@csc-scc.gc.ca)

  
France Gratton

c.c. SIU Implementation Team / Équipe de mise en œuvre des UIS  
Director, SIU Operations team / Directrice, Opérations des UIS

---

Weckert Sherilyn (PRA)

**From:** covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** December 11, 2020 8:15 AM  
**To:** Neil Kathy (PRA)  
**Subject:** FW: Pratique efficace à l'UIS  
**Attachments:** LTE Mental Health Assessment.jpg; Consent for sharing inmate health information with IEDM: QUE Region questions from 'EDM

**Indicateur de suivi :** Suivi  
**Statut de l'indicateur :** Signalé

**Catégories :** Imprimé aux fins de prise de mesures

Je vous achemine les pièces jointes à titre d'information. Il n'est pas clair pour moi comment cette pratique cadre avec l'approche de gestion des renseignements sur la santé privilégiée des Services de santé. La conversation est en cours avec les Services de santé.

Pierre Covo

Executive Director, Implementation of Structured Intervention  
Units Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en œuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Covo Pierre (NHQ-AC)  
**Sent:** December 4, 2020 10:48 AM  
**To:** Clarke Ginette (NHQ) ; Ricard Geneviève (NHQ-AC)  
**Cc:** Cheema Sundeep (PAC)  
**Subject:** FW: Pratique efficace à l'UIS

PVI — laissez-moi savoir si nous devrions en discuter.

Pierre Covo

Executive Director, Implementation of Structured Intervention  
Units Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en œuvre des unités d'intervention structurée  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

**From:** Hood Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)>  
**Sent:** December 4, 2020 10:02 AM  
**To:** covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>  
**Subject:** Pratique efficace à l'UIS.

Bonjour Pierre,

Je voulais attirer votre attention sur une situation où j'ai remarqué que le personnel des UIS avait recours à des pratiques efficaces et que la base de données des UIS de l'ELT avait été bien documentée. Depuis très longtemps, je demande des renseignements clairs dans la base de données lorsqu'un détenu a des problèmes de santé mentale. Ces renseignements sont essentiels pour déterminer l'incidence des UIS et de leurs conditions de détention sur le mieux-être mental d'un détenu. Ce matin, pour la première fois, j'ai remarqué que ce renseignement a été noté dans la base de données des UIS de l'ELT dans les Commentaires supplémentaires. J'ai joint une capture d'écran du renseignement du détenu qui a été censuré, afin que vous puissiez avoir une idée du renseignement et de l'importance de ce renseignement pour le DEI dans son examen des conditions de détention.

Je sais que ces renseignements sont disponibles dans le dossier d'un détenu, mais ils ne sont souvent pas disponibles facilement ou l'évaluation est effectuée après que des documents ont été fournis au DEI, de sorte qu'ils ne sont pas au courant des évaluations.

J'espère que ce sera une pratique courante dans tout le pays pour que les UIS aillent de l'avant et que cela ne se soit pas produit par hasard. Je tiens également à remercier l'équipe de santé mentale des UIS dans la région des Prairies et à El d'avoir répondu à quelque chose que j'ai demandé pendant presque un an.

Restez en sécurité et en bonne santé,

Kevin Hood, Interim Senior Independent External Decision Maker | Décideur externe indépendant principal par intérim  
Structured Intervention Units | Unités d'intervention structurées  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

256 Wallace St #200

Nanaimo, BC V9R 5B3

Email: [Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)

Cellular: 587-340-9920

CONFIDENTIALITY WARNING:

THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENT IS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT. IF YOU HAVE REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE IT IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE, COPY OR DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ:

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-C\.



Weckert Sherilyn (PRA)

From: covo Pierre (NHQ-AC)  
Sent: November 26, 2020 5:00 PM  
To: Clarke Ginette (NHQ) .  
cc: Martin Michael (NHQ-AC); Castonguay Audrey (NHQ-AC); Ricard Geneviève (NHQ-AC); Hitchcock Jennifer (NHQ-AC), • Kettles Nicole (NHQ-AC)  
Subject: Consent for sharing inmate health information with IEDM: QUE Region

---

Attachments: questions from IEDM  
FW: consentement des détenus

Bonjour Ginette,

Merci pour l'appel d'hier. Nous avons abordé quelques points, donc veuillez corriger ou ajouter au résumé ci-dessous :

- Le DEI principal (Est) a exprimé la crainte qu'il n'y ait des pratiques incohérentes dans la région du Québec en ce qui a trait à l'exigence du consentement d'un détenu pour le partage des dossiers de santé avec un DEI dans le cadre de l'examen obligatoire. La correspondance est jointe et incluse ci-dessous. Je ne sais pas si l'incohérence est réelle ou perçue. Il peut s'agir simplement d'une question de communication avec une nuance appropriée.
- Il y a une occasion de communiquer la position de principe et la pratique opérationnelle du SCC aux DEI en général. Cela peut prendre différentes formes. Si les services de santé devaient publier un bulletin ou un rappel de pratique à l'ensemble du personnel et des entrepreneurs, nous pourrions transmettre cette communication en même temps aux DEI principaux pour distribution aux autres DEI. Si les DEI estiment que certaines questions restent sans réponse, nous pouvons faire un suivi par courriel ou par appel. Il est censé y avoir un appel avec les deux DEI principaux toutes les deux semaines en alternance. L'objectif est de créer un forum stable et régulier pour discuter de diverses questions opérationnelles. La planification de cet appel est effectuée avec SP.
- Il y a une occasion particulière de communiquer les positions et les pratiques opérationnelles du SCC en matière de politiques de santé aux DEI en tant que groupe. Ils ont demandé une série de séances d'information, chacune portant sur une activité essentielle du SCC. La séance d'information sur la santé est prévue pour le 15 janvier. Même s'il a suggéré certains sujets et questions, il incombe aux services de santé de préparer une présentation qui comprend les renseignements qui, à son avis, seraient utiles aux DEI (et par extension, au SCC) lorsqu'ils effectuent les examens obligatoires. Ils sont engagés et intéressés à apprendre les affaires du SCC. Bien que janvier puisse sembler loin, je recommande que nous commencions à planifier la présentation maintenant. Une demande de courriel officielle à la CASS et à d'autres chefs de secteur sera envoyée sous peu.
- La question sur la façon dont le SCC partage les renseignements sur la santé va au-delà des examens des DEI. Dans le cas des opérations liées aux UIS, c'est une question qui a également fait l'objet d'examens du SCP. À cette fin, je copie G. Ricard, qui je crois savoir, a développé des outils de contenu et de procédure pour ces examens.
- En vue d'ensemble, la DC 711 sera éventuellement mise à jour. La mise en œuvre des parties de C-83 a dû se faire sur une courte période. C'est en partie pour cette raison que la DC 711 a servi de manuel

d'utilisation général pour tout ce qui concerne les UIS. Cependant, elle ne traite que partiellement des opérations de santé pertinentes. Une possibilité est qu'il y ait une LD dans la DC 711, publié par la CASS, qui décrirait de manière plus complète les opérations de santé liées aux UIS, y compris des articles comme des pratiques et des procédures pour le partage de renseignements pour les divers examens. À l'avenir, le point de contact pour la DC 711 est G. Ricard.

Veuillez me faire part des préoccupations du DEI principal (Est). Je suis heureux de discuter des stratégies de communication une fois la préoccupation évaluée.

Merci.

Pierre Covo

Executive Director, Implementation of Structured Intervention  
Units Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.qc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.qc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention  
structurée Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.qc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.qc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

From: Covo Pierre (NHQ-AC) Sent:  
November 12, 2020 5:44 PM  
To: Clarke Ginette (NHQ) <[Ginette.Clarke@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Ginette.Clarke@CSC-SCC.GC.CA)>  
Subject: FW: DOCUMENTS, s.v.p. : A. Koua Amir

Pour la discussion sur le consentement. merci

Pierre Covo

Executive Director, Implementation of Structured Intervention  
Units Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.qc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.qc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention  
structurée Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.qc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.qc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

---

From: Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>  
Sent: November 12, 2020 5:30 PM  
To: covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>  
Cc: Hood Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca](mailto:Kevin.Hood@iedm-dei.gc.ca)>; Dunkley, Rosamund (PS/SP) <[rosamund.dunklev@canada.ca](mailto:rosamund.dunklev@canada.ca)>  
Subject: TR: DOCUMENTS, s.v.p. : ██████████

Pierre,

Voici le dernier message que j'ai reçu à propos de la question du consentement et des formulaires de soins de santé mentale de l'UIS « 14 jours ».

Je reste disponible si tu as des questions.

s.19(1)

Merci pour la rencontre d'aujourd'hui. Ce fut utile.

Bonne soirée.

Sabine MICHAUD LL.B., B.Sc. crim.

Décideuse externe indépendante principale / Senior Independent External Decision Maker Région de l'est / Eastern Region

Unité d'intervention structurée / Structured Intervention Unit Gouvernement du Canada / Government of Canada

4, Place Laval, LAVAL (QC) Canada, 5Y3

Bureau 424

(450) 972-7748 Cell. : (514) 912-0126

[Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca)

VEUILLEZ NOTER que les décideuses et décideurs externes indépendants ne sont pas des employés de Service Correctionnel Canada / PLEASE NOTE that Independent external decision-makers are not employees of Correctional Service Canada

---

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ / CONFIDENTIALITY WARNING

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. SI VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE

EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-CI. / THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENTS IS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT. IF YOU REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE

IT IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER, AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE COPY, DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE

• N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix / Do not hesitate to reply in the official language of your choice. •

De : Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>

Envoyé : 10 novembre 2020 09:25

À : Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)>

Cc : Therriault Geneviève (QUE) <[Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca](mailto:Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca)>; Tremblay Christine (QUE)

<[Christine.Tremblay@csc-scc.gc.ca](mailto:Christine.Tremblay@csc-scc.gc.ca)>; Labbé Lyne 301 (QUE) <[Lyne.Labee@csc-scc.gc.ca](mailto:Lyne.Labee@csc-scc.gc.ca)>

Objet : RE: DOCUMENTS, s.v.p. [REDACTED]

Bonjour Mme Michaud,



En espérant que cela réponde à vos questionnements,

Bonne journée !

## Virginie Paquette

Agente principale de projets intérimaire / Surveillancce dc l'UIS et transfèrements Acting

Senior Projects Officer [SIU and transfert

Administration régionale (Québec) / Regional Administration (Quebec)

Service Correctionnel Canada / Correctional Service Canada

Téléphone : 450-263-3073 ext. 2139

[virginie.paquette@csc-scc.gc.ca](mailto:virginie.paquette@csc-scc.gc.ca)

De : Michaud Sabine (NHQ-AC)

Envoyé : 9 novembre 2020 18:43

À : Paquette Virginie (QUE)

Cc : Therriault Geneviève (QUE) ; Tremblay Christine (QUE) Objet

: RE: DOCUMENTS, s.v.p. : [REDACTED]

Bonjour madame Paquette,

Est-il possible d'avoir l'heure juste sur la pratique institutionnelle quant à la nécessité (ou non) d'obtenir le consentement du détenu avant la communication des formulaires de santé mentale UIS aux DEI, svp ? Les réponses reçues jusqu'à présent me semblent contradictoires (voir réponse de madame Therriault et votre courriel envoyé récemment).

J'aimerais pouvoir partager une information claire et validée aux autres DEI des deux régions.

Merci.

gabie Mi/vaad

Sabine Michaud LL.B., B.Sc. crim.

Décideuse externe indépendante principale / Senior Independent External Decision Maker

Région de l'est / Eastern Region

Unité d'intervention structurée / Structured Intervention Unit Gouvernement du Canada | Government of Canada

4, Place Laval, LAVAL (QC) Canada, 5Y3  
Bureau 424

☎ : (450) 972-7748 cell. : (514) 912-0126  
: [Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.michaud@iedm-dei.gc.ca)

VEUILLEZ NOTER que les décideuses et décideurs externes indépendant.e.s ne sont pas des employé.e.s de Service Correctionnel Canada / PLEASE NOTE that Independent external decision-makers are not employees of Correctional Service Canada

---

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ / CONFIDENTIALITY WARNING

CE MESSAGE ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES FICHIERS QUI Y SONT ATTACHÉS SONT CONFIDENTIELS ET PEUVENT CONTENIR DES INFORMATIONS PROTÉGÉES. IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE LE DIFFUSER, DE LE DISTRIBUER OU DE LE COPIER. CE MESSAGE EST À L'USAGE EXCLUSIF DES PERSONNES À QUI IL EST DESTINÉ. SI VOUS AVEZ DE BONNES RAISONS DE CROIRE QU'IL NE VOUS EST PAS DESTINÉ ET QU'IL VOUS A ÉTÉ ENVOYÉ PAR ERREUR, VEUILLEZ EN AVISER IMMÉDIATEMENT LA PERSONNE EXPÉDITRICE ET DÉTRUIRE CE MESSAGE, LES PIÈCES JOINTES AINSI QUE TOUTES COPIES DE CEUX-CI. / THIS MESSAGE AND ANY ATTACHMENTS INTENDED FOR THE USE OF A SPECIFIC RECIPIENT IF YOU REASON TO BELIEVE THAT YOU ARE NOT ONE OF THE INTENDED RECIPIENTS AND HAVE RECEIVED THIS EMAIL IN ERROR, PLEASE DELETE IMMEDIATELY AND NOTIFY THE SENDER AS IT MAY CONTAIN CONFIDENTIAL, PRIVILEGED OR SENSITIVE INFORMATION. YOU MAY NOT DISCLOSE, COPY, DISTRIBUTE THIS EMAIL OR USE IT FOR ANY OTHER PURPOSE

, N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix / Do not hesitate to reply in the official language of your choice. \*

---

De : Therriault Geneviève (QUE) <[Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca](mailto:Genevieve.Therriault@csc-scc.gc.ca)> Envoyé  
: 9 novembre 2020 15:01  
À : Michaud Sabine (NHQ-AC) <[Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca](mailto:Sabine.Michaud@iedm-dei.gc.ca)> Objet  
: RE: DOCUMENTS, s.v.p. [REDACTED]

Bonjour Madame Michaud,

J'ai vérifié et selon l'information obtenue de la part de la Chef santé mentale, il faut le consentement de [REDACTED] pour partager les formulaires de santé. Celui-ci a toutefois refusé de le donner. Il n'a pas voulu signer le formulaire lorsque l'infirmier l'a rencontré à cet effet.

Je vous reviens rapidement avec les réponses aux autres questions.

Merci,

Geneviève

s.19(1)

~~Walter Sherrill (DPA)~~

From: Covo Pierre (NHQ-AC)  
Sent: November 10, 2020 8:21 AM  
Clarke Ginette (NHQ)  
Ricard Geneviève (NHQ-AC)  
Subject: FW: consentement des détenus

Bonjour  
Ginette,

Voir ci-dessous. Il semble qu'il puisse y avoir une approche incohérente dans la région du Québec à l'égard du consentement d'un détenu sur l'échange de renseignements avec les DEI.

Veuillez nous faire savoir si vous souhaitez avoir un appel pour discuter de la question et des prochaines étapes.

Merci.

Pierre Covo

Executive Director, Implementation of Structured Intervention  
Units Correctional Service Canada / Government of Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention  
structurée Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada  
[pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

From: Paquette Virginie (QUE) <Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA>  
Sent: November 10, 2020 9:09 AM  
To: covo Pierre (NHQ-AC) <Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA>; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA>  
Cc: '301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS' <301-Agentep rinc.deprojetslsolement@CSC-SCC.GC.CA>  
Subject: RE: consentement des détenus

Ok... Allez-vous leur transmettre le questionnement?

Mme Michaud me relance ce matin, je vais répondre qu'il faut se référer au chef santé mentale de chaque établissement, pour le moment, lesquels nous indiqueront si le formulaire de consentement est nécessaire ou non.

Virginie

De : covo Pierre (NHQ-AC)  
Envoyé : 9 novembre 2020 16:19  
À : Ricard Geneviève (NHQ-AC) <Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA>; Paquette Virginie (QUE) <Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA>  
Cc : 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <301-Agentep rinc.deprojetslsolement@CSC-SCC.GC.CA> Objet : RE: consentement des détenus

Je pense à Ginette Clarke.

Pierre Covo

## Executive Director, Implementation of Structured Intervention Units

Correctional Service Canada / Government of Canada [pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cell.: 343-572-5875

Directeur exécutif, mise en oeuvre des unités d'intervention structurée .  
Service correctionnel Canada / Gouvernement du Canada [pierre.covo@csc-scc.gc.ca](mailto:pierre.covo@csc-scc.gc.ca) Tel.: 613-947-7446 Cél.: 343-572-5875

From: Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>

Sent: November 9, 2020 4:13 PM


To: Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>; Covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)> Cc: 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)>

Subject: RE: consentement des détenus

Bonjour Virginie, Bonjour Pierre,

Cette question devrait plutôt être adressée aux services de santé •  
Pierre, sais-tu à qui nous pourrions transmettre cette demande?

Geneviève Ricard

  
A/Director, Structured Intervention Units (SIU) Operations team | Directrice int, équipe opérationnelle des unités d'intervention structurée (UIS)  
Correctional Service Canada (CSC) | Service correctionnel Canada (SCC)  
340 Laurier Avenue West | 340, Avenue Laurier Ouest  
Ottawa, Ontario  
Phone 343-548-2680

De : Paquette Virginie (QUE) <[Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Virginie.Paquette@CSC-SCC.GC.CA)>

Envoyé : 9 novembre 2020 16:09

À : Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>; covo Pierre (NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>

Cc : 301-Agent(e) princ. de projets, surveillance UIS <[301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA](mailto:301-Agentep rinc.deprojetsIsolement@CSC-SCC.GC.CA)> Objet : consentement des détenus

Bonjour Geneviève et Pierre,

Au cours des dernières semaines, nous avons eu différents échanges avec la DEI Senior au sujet de la nécessité d'obtenir le consentement du détenu afin de fournir, aux DEI, une copie des formulaires de santé mentale reliés à l'UIS. Certains établissements répondaient que le consentement n'était pas requis puisqu'il faisait partie du processus en soi (le consentement est expliqué et demandé avant de procéder à l'évaluation) alors que d'autres établissements répondaient que le consentement du détenu devait d'abord être obtenu avant d'envoyer le formulaire aux DEI. Ainsi, Christine et moi avons discuté de ce sujet avec les gestionnaires régionaux en santé mentale, mais ceux-ci nous réfèrent à vous afin qu'une orientation plus uniforme soit donnée pour l'ensemble du SCC.

Jusqu'à présent, j'en comprends que le formulaire de consentement ne serait pas requis si le détenu a consenti à participer à l'évaluation ou qu'il a consenti à ce que l'évaluation soit complétée sur dossier. Toutefois, dans de rares cas,

le détenu pourrait avoir refusé de consentir à l'entretien et au processus en soi. Dans ces cas précis, le consentement du détenu serait nécessaire pour faire parvenir les formulaires aux DEI.

Bref, je pense qu'il serait plus prudent d'avoir une orientation de l'Administration Centrale pour uniformiser la pratique avec les DEI. Entretemps, nous allons nous fier au jugement des sites puisqu'ils sont les mieux placés pour savoir si le détenu a consenti, ou non, au processus d'évaluation.

Merci à l'avance,

**Virginie Paquette**

Agente principale de projets intérimaire / Surveillance de l'UIS et transfèrements Acting

Senior Projects Officer /SIU and transfert

Administration régionale (Québec) / Regional Administration (Quebec)

Service Correctionnel Canada / Correctional Service Canada

Téléphone : 450-263-3073 ext. 2139 [virginie.paquette@csc-  
scc.gc.ca](mailto:virginie.paquette@csc-<br/>scc.gc.ca)

[scc.gc.ca](mailto:virginie.paquette@csc-<br/>scc.gc.ca)

**Page 7434**

**is withheld pursuant to section  
est retenue en vertu de l'article**

**19(1)**

**of the Access to Information Act  
de la Loi sur l'accès à l'information**

Weckert Sherilyn (PRA)

---

**From:** Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** December 4, 2020 1 1:19 AM  
**To:** Hurd Paul (PRA); Booker Debbie (PRA); MacDonald Cynthia (PRA)  
**Subject:** FW: EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE  
**Attachments:** 332897 - MEMO - EN FR EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE.pdf  
**Importance:** High

FYI

---

**From:** Despins Connie (PRA) <Connie.Despins@CSC-SCC.GC.CA> On Behalf Of Hope Jason (PRA) Sent: December 4, 2020 8:38 AM  
**To:** 500- <500Wardens@CSC-SCC.GC.CA>; Wardens Zdrill <Agnes.Zdrill@CSC-SCC.GC.CA>  
**Agnes (PRA) cc:** <Kathy.Neil@CSC-SCC.GC.CA>; Neil Kathy (PRA) <Pattie.Krafchuk@CSC-SCC.GC.CA>; (PRA) Krafchuk Pattie (PRA) MacDonald Cynthia (PRA) <Cynthia.M.MacDonald@csc-scc.gc.ca>  
**Subject:** r-w: EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE Importance: High

Bonjour,

Veillez consulter le document ci-joint à titre informatif.

Merci,

Connie Despins on behalf of  
**Jason Hope**  
A/Regional Deputy Commissioner  
Correctional Service of Canada/Government of Canada  
[Jason.Hope@csc-scc.gc.ca](mailto:Jason.Hope@csc-scc.gc.ca)/Tel:306-659-9231

Sous-commissaire régionale par int.  
Service correctionnel Canada/Gouvernement du Canada  
[Jason-Hope@csc-scc.gc.ca](mailto:Jason-Hope@csc-scc.gc.ca) /Tél: 306-659-9231

Please do not hesitate to reply in the official language of your choice. / N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix.

From: Milchak Sarah (NHQ-AC) <Sarah.Milchak@CSC-SCC.GC.CA> On Behalf Of Gratton France (NHQ-AC) Sent:  
December 4, 2020 8:35 AM To: IOO-RDC cc: IOO-RDC Admin IOO-COP-DG <100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA>; IOO-  
ACCOP <100-RDC@CSC-SCC.GC.CA> Office Administration <100-  
Admin <100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA>; ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA>; 100-SIU  
Implementation Team <IOO-\_\_\_\_\_.

1

SIUImplementationTeam@CSC-SCC.GC.CA; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA>

Subject: EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE // PLAN DE GESTION  
D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE

Hello // Bonjour,

Please find enclosed a memorandum on the above-noted subject. // Veuillez trouver ci-joint une note de service sur le  
sujet susmentionné.

Thank you // Merci,

Sarah Milchak on behalf of/de la part de

France Gratton  
Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs  
Correctional Service of Canada / Government of Canada  
France.Gratton@csc-scc.gc.ca / Tel: 613-943-0499

Commissaire adjointe, Opérations et programmes correctionnels  
Service correctionnel du Canada / Gouvernement du Canada  
France.Gratton@csc-scc.gc.ca / Tél: 613-943-0499



Government / Gouvernement of  
 Canada / du Canada

an SIU is authorized, while ensuring the mental and physical health, safety and wellbeing of CSC's staff, offenders, stakeholders, and the public.

MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

To / Regional Deputy Commissioners / Sous-commissaires régionaux

From / 7 Assistant Commissioner / Correctional Operations and Programs / De / Commissaire adjointe / Opérations et programmes correctionnels

PLAN DE GESTION D'URGENCE DES TRANSFERTS EN UIS EN ZONE ORANGE OU ROUGE

Security Classification - Classification de sécurité	
Unclassified / Non classifié	
Our File - Notre référence / CCM 332897	
Your File - Votre référence	
Date / 2020-12-03	Tel. No. - N° de tél. / 613 943-0499

Subject / EMERGENCY MANAGEMENT PLAN FOR SIU TRANSFERS IN AN ORANGE OR RED ZONE

Dans le contexte actuel de la deuxième vague de la pandémie COVID-19, le passage de certains établissements en zone Orange ou Rouge dans le Cadre intégré de gestion du risque du Service correctionnel du Canada (SCC) peut causer des enjeux pour les transferts vers une Unité d'intervention structurée (UIS), à partir d'un site ne comportant pas d'UIS au sein de son établissement. En effet, un site avec une aire de déplacements restreints pourrait être dans l'impossibilité de transférer hors de son établissement un cas devant être admis dans une UIS s'il était en zone Orange ou Rouge, ou si le site qui doit accueillir le détenu dans son UIS est en zone Orange ou Rouge.

In the current second wave of the COVID-19 pandemic, the transition of some institutions into the Orange or Red zones in the Correctional Service of Canada's (CSC) Integrated Risk Management Framework may present challenges for transfers to Structured Intervention Units (SIUs) from institutions that are non-SIU sites. A site with a restricted movement area may not be able to transfer any case that must be admitted to an SIU outside of the institution if it is in an Orange or Red zone or if the site that must receive the inmate at its SIU is in an Orange or Red zone.

Il devient impératif que des discussions aient lieu dans chacune de vos régions pour développer un plan d'atténuation des risques si de telles situations devaient survenir pour nous permettre de respecter l'exigence de transférer les cas dans une UIS au plus tard au 5<sup>e</sup> jour ouvrable après la date à laquelle le transfèrement du détenu en UIS a été autorisé, tout en assurant la santé physique et mentale, la sécurité et le mieux-être des employés du

It is imperative that discussions are held in each of your regions to develop a risk mitigation plan if such situation should occur so that we can comply with the requirement to transfer cases to an SIU no later than the fifth working day after the inmate's transfer to

SCC, des délinquants, des intervenants et du public. ...12

-2-

It is important to share this plan With the Wardens of all the institutions in your region.

The following is a non-comprehensive list of things to help you assess your options:

If the SIU site cannot receive inmates from other institutions:

Will you be able to move the inmate Who must be transferred to an SIU to another SIU in the region?

Could the option of a land transfer to an SIU in an adjacent region be considered? Discussions between the Regional Deputy Commissioners (RDCs) of the affected regions, as well as the Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs (ACCOP) and the Assistant Commissioner, Health services must take place, where appropriate.

Could an emergency transfer be considered to integrate the inmate in a mainstream population of another institution within the region?

As a last resort, should you request for another institution in the region to be designated as a temporary SIU site due to exceptional circumstances?

In that regard, it must be understood that designating a temporary SIU site carries certain legal risks and, for this reason, it should only be implemented if there is no other possible alternative. An

institution that is temporarily designated as an emergency SIU site will need to fulfill the responsibilities set out in Commissioner's Directive (CD) 711 – Structured Intervention Units for SIU institutions. It will also need to apply

Il est important de vous assurer que ce plan est partagé avec les directeurs de tous les établissements de votre région.

Voici quelques éléments pour vous aider à évaluer vos options, mais sans s'y limiter :

Si l'établissement comportant une UIS ne peut recevoir de détenus provenant d'autres établissements :

Serez-vous en mesure de déplacer le détenu devant être transféré en UIS dans une autre UIS de la région?

Est-ce que l'option d'un transfert par voie terrestre vers une UIS d'une région adjacente pourrait être envisagée? Des discussions entre les Sous-commissaires régionaux (SCR) des régions concernées, ainsi que la Commissaire adjointe, opérations et programmes correctionnels (CAOPC) et la Commissaire adjointe, services de santé devront avoir lieu, le cas échéant.

Est-ce qu'un transfert d'urgence pourrait être envisagé pour intégrer le détenu dans une population générale d'un autre établissement de la région?

En dernier recours, devrez-vous demander qu'un autre établissement de la région soit désigné comme un site temporaire comportant une UIS dû à des circonstances exceptionnelles?

À cet effet, il faut être conscient que le fait de désigner un site UIS temporaire comporte certains risques sur le plan législatif et pour

-3-

cette raison, il ne doit être invoqué que s'il n'existe aucune autre alternative possible. Un établissement qui devient désigné temporairement comme un site UIS d'urgence devra assurer les responsabilités prévues à la Directive du commissaire (DC) 711 — Unités d'intervention structurée pour les établissements comportant une UIS. Il devra Guidelines 71 1-1 Structured Intervention Unit Transfer Procedures — SIU Sites and stop applying Guidelines 71 1-2 — Structured Intervention Unit Transfer Procedures — Non-SIU Sites as long as it is designated an SIU site by the Commissioner.

You must ensure that the site you want to designate as a temporary SIU site will be able to meet the legislative requirements in terms of time outside the cell, meaningful human contact, interventions, and the structured review process (conducting reviews, creating SIU Correctional Plan Updates, etc.).

If a non-SIU site is in an Orange/Red zone and after evaluation is unable to transfer an inmate to a Institution With an SIU :

Is there another range or unit in the institution that may be used as an alternative to the SIU, while maintaining good conditions of confinement, allowing inmates on this range/in this unit as much time outside of their cells as the others, With opportunities for interaction

With a cohort of compatible inmates, while ensuring the security of the institution and the safety of any person inside it, including the inmates themselves?

The conditions of confinement on this range/in this unit must not be more restrictive than an SIU and their routine must be similar to that of other ranges in the institution.

également appliquer les Lignes directrices 71 1-1 - Procédures de transfèrement vers une UIS — Établissements comportant une UIS et cesser d'appliquer les Lignes directrices 71 1-2 - Procédures de transfèrement vers une UIS — Établissements ne comportant pas d'UIS tant qu'il sera désigné comme un site comportant une UIS par la Commissaire.

Il devient impératif de vous assurer que le site que vous voulez voir désigné comme une UIS temporaire sera en mesure de répondre aux exigences législatives en terme de temps hors de la cellule, de contacts humains significatifs, d'interventions et de processus de révision structurée (tenue des examens, création des mises à jour de plan correctionnel pour les UIS, etc.).

Si un établissement ne comportant pas d'UIS est en zone orange/rouge et après évaluation se trouve dans l'impossibilité de transférer un détenu dans un établissement comportant une UIS :

Est-ce qu'une autre rangée ou unité de l'établissement, pourrait être utilisée comme une alternative à l'UIS, tout en maintenant de bonnes conditions de détention, en allouant aux détenus de cette rangée/unité autant de temps hors de leur cellule que les autres, avec des possibilités d'interaction avec une cohorte de détenus compatibles, tout en assurant la sécurité de

-4-

l'établissement et des personnes qui s'y trouvent, incluant le détenu lui-même ?

- .. Les conditions de détention de cette rangée/ unité ne doivent pas être plus restrictives qu'une UIS et leur routine doit être similaire à celle des autres rangées de l'établissement.

■■■■■ Could an exception for a transfer be requested from the ACCOP, the RDC or the Deputy Commissioner for

Women, in accordance With the CSC Integrated Risk Management Framework? .

■■■■■ Determine what provisions will be required in non-SIU sites (routine, staff members, etc.) to allow the temporary SIU designation at these sites in terms of infrastructure and to ensure that SIU-related requirements for inmate rights are met (time outside of their cell, completion of SIU Correctional Plan Updates, etc.).

In that regard, it must be understood that designating a temporary SIU site carries certain legal risks and, for this reason, it should only be implemented if there is no other possible alternative. An institution that is temporarily designated as an emergency SIU site will need to fulfill the responsibilities set out in CD 711. It will also need to apply Guidelines 711-1 — and stop applying Guidelines 711-2 — as long as it is designated an SIU site by the Commissioner.

You must ensure that the site you want to designate as a temporary SIU site will be able to meet the legislative requirements in terms of interventions, time outside the cell, meaningful human contact, daily visits by a health care professional, medical assessments, and the structured review process (conducting reviews, creating SIU Correctional Plan Updates, etc• ) , including procedural safeguards.

■■■■■ Est-ce qu'une exception pour un transfèrement pourrait être demandée à la CAOPC, le SCR et la soUscommissaire pour

...14

les femmes, conformément au Cadre intégré de gestion du risque du SCC?

- .. Déterminez quels seront les aménagements nécessaires au sein des établissements ne comportant pas d'UIS (routine, membres du personnel, etc.) pour permettre la désignation temporaire d'une UIS à ces sites en terme d'infrastructure et pour assurer que les exigences en lien avec les UIS pour les droits des détenus seront respectés (temps à l'extérieur de la cellule, rédaction des mises à jour des plans correctionnels UIS, etc.).

À cet effet, il faut être conscient que le fait de désigner un site UIS temporaire comporte certains risques sur le plan législatif et pour cette raison, il ne doit être invoqué que s'il n'existe aucune autre alternative possible. Un établissement qui devient désigné temporairement comme un site UIS d'urgence devra assurer les responsabilités prévues à la DC 71 1. Il devra également appliquer les Lignes directrices 711-1 et cesser d'appliquer les Lignes directrices 711-2 tant qu'il sera désigné comme un site comportant une UIS par la Commissaire.

Il devient impératif de vous assurer que le site que vous voulez voir désigné comme une UIS temporaire fera preuve de conformité pour

-5-

répondre aux exigences législatives en terme d'interventions, de temps hors de la cellule et de contacts humains significatifs, de visites quotidiennes par un professionnel de la santé, d'évaluations médicales et de processus de révision structurée (tenue des examens, création des mises à jour de plan correctionnel pour les UIS, etc.), incluant les garanties procédurales.

...15

Procedure for the temporary designation of an emergency SIU site by the Commissioner:

The Warden of the institution will need to hold a discussion with the ADCCO •

If it is determined that this is the only alternative, the recommendation will need to be presented to the RDC;

A memorandum signed by the RDC and addressed to the Commissioner will be prepared to justify the request and then sent to the ACCOP, by email. This memo will need to:

- provide the context of the request and explain the exceptional circumstances justifying it (exceptional circumstance: an immediate situation which endangers the life, safety or health of inmates, staff, visitors, or the security of the institution);
- detail the alternatives that have been considered and eliminated; ● identify the cells or ranges that will need to be designated as an SIU;
- identify the time required for the temporary SIU designation; and

If the only alternative is to ask the Commissioner to temporarily designate an emergency SIU site, the procedure is as follows:

Procédure de désignation temporaire d'un site UIS d'urgence par la Commissaire :

Advenant que la seule alternative soit de demander à la Commissaire de désigner temporairement un site UIS d'urgence, la procédure à suivre sera la suivante:

Le directeur de l'établissement concerné devra tenir une discussion avec le SCAOC;

S'il est déterminé qu'il s'agit de la seule alternative possible, la recommandation devra être présentée au SCR;

Une note de service signée par le SCR et adressée à la Commissaire sera rédigée pour justifier la demande, puis sera envoyée à la CAOPC par courriel. Cette note devra :

- présenter le contexte de la demande et expliquer quelles sont les circonstances exceptionnelles la justifiant (circonstance exceptionnelle : situation immédiate qui menace la vie, la sécurité ou la santé de détenus, d'employés ou de visiteurs ou la sécurité de l'établissement); ● détailler les alternatives qui ont été envisagées et éliminées; ● identifier les cellules ou rangées qui devront être désignées comme une UIS; ● identifier le délai nécessaire pour la désignation temporaire de l'UIS; et

-6-

...16

C) cMVGt:

● explain how the site that should be designated as a temporary SIU site will be able to meet the SIU requirements in terms of infrastructure, interventions, and inmate rights as set out in the Corrections and Conditional Release Act and the Corrections and Conditional Release Regulations, as noted above.

● expliquer de quelle manière le site qui devrait être désigné comme un site comportant une UIS temporaire pourra rencontrer les exigences des UIS en terme d'infrastructure, d'interventions et de droits prévus à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous conditions et au Règlement sur système correctionnel et la mise en liberté sous conditions, tel que mentionné précédemment.

If you have any questions, please contact Geneviève Ricard at 343-5482680 or by email at [Genevieve.Ricard2@csc-scc.qc.ca](mailto:Genevieve.Ricard2@csc-scc.qc.ca).

Pour toute question, prière de contacter Geneviève Ricard au (343) 548-2680 ou par courriel à [Genevieve.Ricard2@csc-scc.qc.ca](mailto:Genevieve.Ricard2@csc-scc.qc.ca)



France Gratton

c.c. SIU Implementation Team / Équipe de mise en œuvre des UIS  
Director, SIU Operations team / Directrice, Opérations des UIS



## **Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** October 13, 2020 5:10 PM  
**To:** Maier Nikki (NHQ-AC)  
**Cc:** Feiereisen Jessica (NHQ-AC); Clifford Ruby (NHQ-AC); Miller Kirsten (NHQ-AC)  
**Subject:** RE: NIAC Draft meeting minutes for March 4 - SIU implementation presentation

Please see comments below.

Kathy Neil

---

**From:** Maier Nikki (NHQ-AC) <Nikki.Maier@CSC-SCC.GC.CA>  
**Sent:** October 13, 2020 11:30 AM  
**To:** Neil Kathy (PRA) <Kathy.Neil@CSC-SCC.GC.CA>  
**Cc:** Feiereisen Jessica (NHQ-AC) <Jessica.Feiereisen@CSC-SCC.GC.CA>; Clifford Ruby (NHQ-AC) <Ruby.Clifford@CSC-SCC.GC.CA>; Miller Kirsten (NHQ-AC) <Kirsten.Miller@CSC-SCC.GC.CA>  
**Subject:** NIAC Draft meeting minutes for March 4 - SIU implementation presentation

Hi Kathy,

We are reaching out to share the National Indigenous Advisory Committee (NIAC) draft meeting minutes for your presentation (by teleconference) on the topic of SIU implementation on March 4, 2020. Would you please review the draft minutes below and share any feedback by COB on Friday, October 16? Grateful for your feedback and looking forward to hearing from you.

**CSC Presentation – National SIU Implementation:**

Kathy Neil, Executive Director SIU Implementation Team, presented an overview of the Structured Intervention Units (SIUs).

She outlined the steps taken to implement SIUs as well as some of the policy and operational changes such as a focus on continued programs and inventions; a stream of motivational modules were developed for SIUs; and, significant changes to offender conditions of confinement within the SIU. The changes will contribute to increasing engagement in the reintegration process with individual needs addressed.

An overview of the purpose and mandate of the Independent External Decision Makers was provided. An increase in resources was necessary to support implementation, in particular, to ensure all aspects of reintegration are available within SIUs, taking into consideration diverse needs and the need to respect the sentence timeline.

The NIAC discussed tracking of Indigenous inmates in SIUs, the role of Elders in SIUs, and mental health of offenders in SIUs. NIAC members acknowledged the challenges presented to SIU staff in terms of movement and how different populations are managed within the SIU. The measures to support the implementation of SIUs aim to contribute to the overall well-being of Indigenous offenders while ensuring timely access to cultural interventions, Elder support and programs.

During discussion, NIAC members considered how an Indigenous perspective, could further enhance access for Indigenous interventions. They emphasized the importance of ensuring Indigenous Social History is considered for all Indigenous inmates. Further, the NIAC discussed the importance of ensuring the necessary access to cultural interventions for all self-declared ( I don't understand this statement) Indigenous inmates in care of CSC, more importantly ensuring that the benefit of cultural interventions is understood and access continues to be facilitated by staff and inmates.

Thank you,

Nikki Maier

Manager, Strategic and Corporate Services  
Indigenous Initiatives Directorate  
Correctional Service of Canada, Government of Canada  
C: 343-549-0114  
[nikki.maier@csc-scc.gc.ca](mailto:nikki.maier@csc-scc.gc.ca)

Gestionnaire, Services corporatifs et stratégiques,  
Direction des initiatives pour les autochtones  
Service correctionnel du Canada, Gouvernement du Canada  
C: 343-549-0114  
[nikki.maier@csc-scc.gc.ca](mailto:nikki.maier@csc-scc.gc.ca)

**Please do not hesitate to reply in the official language of your choice. / N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix**

Weckert Sherilyn (PRA)

---

**From:** Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** October 13, 2020 5:10 PM  
**To:** Maier Nikki (NHQAC)  
**cc:** Feiereisen Jessica (NHQ-AC); Clifford Ruby (NHQ-AC); Miller Kirsten (NHQ-AC)  
**Subject:** RE: NIAC Draft meeting minutes for March 4 - SIU implementation presentation

Voir les commentaires ci-dessous.

Kathy Neil

**From:** Maier Nikki (NHQ-AC) Sent: October 13, 2020 11:30 AM  
**To:** Neil Kathy (PRA)<Kathy.Neil@CSC-SCC.GC.CA>  
**Cc:** Feiereisen Jessica (NHQ-AC) <Jessica.Feiereisen@CSC-SCC.GC.CA>; Clifford Ruby (NHQ-AC) <Ruby.Clifford@CSCSCC.GC.CA>; Miller Kirsten (NHQ-AC)<Kirsten.Miller@CSC-SCC.GC.CA>

Objet : Ébauche de procès-verbal de la réunion du CCNQA du 4 mars – Présentation de la mise en œuvre de l'UIS

Bonjour Kathy,

Nous communiquons avec vous pour vous faire part du projet de procès-verbal de la réunion du Comité consultatif national sur les questions autochtones (CCNQA) (par téléconférence) sur la mise en œuvre de l'UIS, le 4 mars 2020. Pouvez-vous lire le procès-verbal ci-dessous et nous faire part de vos commentaires le vendredi 16 octobre? Nous vous remercions de vos commentaires et nous attendons avec impatience de vous entendre.

Présentation du SCC – Mise en œuvre de l'UIS à l'échelle nationale :

Kathy Neil, directrice exécutive de l'équipe de mise en œuvre des UIS, a présenté un aperçu des unités d'intervention structurées (UIS).

Elle a décrit les mesures prises pour mettre en œuvre les UIS ainsi que certains changements politiques et opérationnels, comme l'accent mis sur les programmes et les inventions continus; un ensemble de modules de motivation ont été élaborés pour les UIS; et des changements importants aux conditions de détention des délinquants au sein de l'UIS. Les changements contribueront à accroître la participation au processus de réinsertion sociale en tenant compte des besoins individuels.

Un aperçu du but et du mandat des décideurs externes indépendants a été fourni. Une augmentation des ressources était nécessaire pour appuyer la mise en œuvre, en particulier pour veiller à ce que tous les aspects de la réinsertion sociale soient disponibles au sein des UIS, en tenant compte de la diversité des besoins et de la nécessité de respecter le calendrier des peines.

Le CCNQA a discuté du suivi des détenus autochtones dans les UIS, du rôle des Aînés dans les UIS et de la santé mentale des délinquants dans les UIS. Les membres du CCNQA ont reconnu les défis que les membres du personnel de l'UIS doivent relever en termes de déplacements et de gestion des différentes populations au sein de l'UIS. Les mesures visant à appuyer la mise en œuvre des UIS visent à contribuer au bien-être général des délinquants autochtones tout en assurant un accès rapide aux interventions culturelles, au soutien et aux programmes destinés aux Aînés.

1

Au cours de la discussion, les membres du Comité ont examiné comment une perspective autochtone pourrait améliorer encore l'accès aux interventions autochtones. Ils ont souligné l'importance de veiller à ce que l'histoire sociale autochtone soit prise en considération pour tous les détenus autochtones. De plus, le CCNQA a discuté de l'importance d'assurer l'accès nécessaire aux interventions culturelles pour tous les détenus autodéclarés (je ne comprends pas cette déclaration) autochtones qui s'occupent du SCC, et, plus important encore, de s'assurer que les avantages des interventions culturelles sont compris et que l'accès continue d'être facilité par le personnel et les détenus.

Merci,

**Nikki Maier**

Manager, Strategic and Corporate Services  
Indigenous Initiatives Directorate  
Correctional Service of Canada, Government of Canada  
c: 343-549-0114 [nikki.maier@csc-scc.gc.ca](mailto:nikki.maier@csc-scc.gc.ca)

Gestionnaire, Services corporatifs et stratégiques,  
Direction des initiatives pour les autochtones  
Service correctionnel du Canada, Gouvernement du  
Canada c: 343-549-0114 [nikki.maier@csc-scc.gc.ca](mailto:nikki.maier@csc-scc.gc.ca)

Please do not hesitate to reply in the official language of your choice. / N'hésitez pas à répondre dans la langue officielle de votre choix

## **Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Weckert Sherilyn (PRA) on behalf of Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** February 22, 2021 9:37 AM  
**To:** Sears Gary (PRA); Hartigan Lawrence (PRA); Cooper Penny (PRA); Bird Shawn (PRA); Bonnefoy Robert (PRA); Campney Rob (PRA); Bailey Paul (PRA); Farmer Tracey (PRA)  
**Cc:** Booker Debbie (PRA); Hurd Paul (PRA); Neil Kathy (PRA); Gaudet Carson (PRA); 501-Structured Intervention Unit; MacDonald Cynthia (PRA)  
**Subject:** FW: 2020-21 STRUCTURED INTERVENTION UNIT POLICY COMPLIANCE REVIEWS // EXAMENS DE LA CONFORMITÉ À LA POLITIQUE SUR LES UIS POUR 2020-2021  
**Attachments:** Memo - SIU\_Policy\_Compliance\_Reviews\_EN\_FR.pdf; 2020-2021 Structured Intervention Unit Regional Policy Compliance Review Verification Tool\_FR.docx; 2020-2021 Structured Intervention Unit Regional Policy Compliance Review Verification Tool\_EN.docx  
**Categories:** Complete

Hello,

As shared to you by the Director, SIU Operations Team during the SIU Operations teleconference on 2021-02-16, attached is a Memo and the Framework, Tool and Process for the 2020-21 SIU Policy Compliance Verification. Per the enclosed directions, SIU Wardens must complete Section 2 of the Tool and 2 RM Wardens must complete Section 3 of the Tool.

Please submit the completed Tool and any attached documents to the **501-Structured Intervention Unit** email distribution list. Submissions are to be sent by March 8/21, date. Should you anticipate any issues with meeting this date, please contact the ADCCO.

NOTE: Should there be an area of non-compliance, an Action Plan will be required. All Action Plans will be required to be completed and submitted to the ADCCO by 2021-04-30. Please indicate this as the BF date within the Tool.

It would be appreciated if an institutional contact person could be identified for any future directions or points of clarification on the process. Please send a message to **501-Structured Intervention Unit** with the name of the identified staff member(s).

Detailed directions are included in the attachments on how to complete the Policy Compliance Verification, including the required naming convention for saving the documents to be submitted. Should you have any questions on any step of this process, please reach out to Debbie Booker or Paul Hurd.

Thank you,

### ***Kathy Neil***

A/Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnelles (SCAOC), Bureau régional des Prairies  
Correctional Services of Canada | Service correctionnel du Canada  
email: [Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca](mailto:Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca)

Telephone/ Téléphone : (306)659-9233  
Facsimile: (306)659-9314 | Télécopieur: (306)659-9314  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

**From:** Milchak Sarah (NHQ-AC) <Sarah.Milchak@CSC-SCC.GC.CA> **On Behalf Of** Gratton France (NHQ-AC)  
**Sent:** February 19, 2021 2:56 PM  
**To:** 100-RDC <100-RDC@CSC-SCC.GC.CA>  
**Cc:** 100-RDC Admin <100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA>; Tousignant Alain (NHQ-AC) <Alain.Tousignant@CSC-SCC.GC.CA>; Motiuk Larry (NHQ-AC) <Larry.Motiuk@CSC-SCC.GC.CA>; Wheatley Jennifer (NHQ-AC) <Jennifer.Wheatley@CSC-SCC.GC.CA>; D'Auray Christian (NHQ-AC) <Christian.DAuray@CSC-SCC.GC.CA>; Covo Pierre (NHQ-AC) <Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA>; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA>; 100-SIU RPO/APR UIS <100-SIURPO/APRUIS@csc-scc.gc.ca>; 100-SIU Senior Project Officer – Operations Team <100SIUSeniorProjectOfficerOperationsTeam@CSC-SCC.GC.CA>; 100-ACCOP Office Administration <100-ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA>; 100-COP-DG <100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA>  
**Subject:** 2020-21 STRUCTURED INTERVENTION UNIT POLICY COMPLIANCE REVIEWS // EXAMENS DE LA CONFORMITÉ À LA POLITIQUE SUR LES UIS POUR 2020-2021

Hello // Bonjour,

Please find enclosed a memorandum and one attachment on the above-noted subject. // Veuillez trouver ci-joint une note de service et une pièce jointe sur le sujet susmentionné.

Thank you // Merci,

*Sarah Milchak on behalf of/de la part de*

**France Gratton**  
Assistant Commissioner, Correctional Operations and Programs  
Correctional Service of Canada / Government of Canada  
[France.Gratton@csc-scc.gc.ca](mailto:France.Gratton@csc-scc.gc.ca) / Tel: 613-943-0499

Commissaire adjointe, Opérations et programmes correctionnels  
Service correctionnel du Canada / Gouvernement du Canada  
[France.Gratton@csc-scc.gc.ca](mailto:France.Gratton@csc-scc.gc.ca) / Tél: 613-943-0499

**MEMORANDUM NOTE DE SERVICE**

To / À: Regional Deputy Commissioners / Sous-commissaires régionaux

From / De: Assistant Commissioner / Commissaire adjointe  
 Correctional Operations and Programs / Opérations et programmes correctionnels

Security Classification - Classification de sécurité Unclassified Non classifié	
Our File - Notre référence	
Your File - Votre référence	
Date 2021-02-19	Tel. No. - N° de tél. 613-943-0499

Subject / Objet: **2020-21 STRUCTURED INTERVENTION UNIT POLICY COMPLIANCE REVIEWS**

**EXAMENS DE LA CONFORMITÉ À LA POLITIQUE SUR LES UIS POUR 2020-2021**

As you are aware, Commissioner's Directive (CD) 711 Structured Intervention Units (SIU) requires annual completion of SIU policy compliance reviews.

Comme vous le savez, en vertu de la Directive du commissaire (DC) 711 – Unités d'intervention structurée (UIS), un examen de la conformité à la politique sur les UIS doit être réalisé tous les ans.

The goal of the 2020-2021 compliance reviews is to confirm regional and institutional processes are in place to identify, report and address non-compliance with SIU policy and, where required, ensure action plans are in place to address identified deficiencies.

L'examen de la conformité à la politique pour 2020-2021 vise à confirmer que des processus sont en place dans les régions et les établissements pour cerner, signaler et régler les problèmes de non-conformité à la politique sur les UIS et, au besoin, à veiller à ce que des plans d'action soient en place pour remédier aux lacunes cernées.

In order to accurately and concisely complete the policy compliance review, a new SIU policy verification tool was developed. The attached 2020-2021 SIU Policy Compliance Review kit includes all documents required to complete the 2020-2021 SIU policy compliance reviews.

Pour que l'examen de la conformité à la politique puisse être réalisé avec exactitude et concision, un nouvel outil de vérification de la conformité à la politique sur les UIS a été élaboré. La trousse ci-jointe renferme tous les documents requis pour réaliser l'examen de la conformité à la politique sur les UIS pour 2020-2021.

We recognize the short timeframes for completion and thank you for your co-operation in meeting the completion timeframe. Please ensure that your regional report, signed by the Regional Deputy Commissioner are received by my office by **March 31, 2021**.

Nous sommes conscients que le délai accordé pour réaliser l'examen est court et nous vous remercions de votre coopération en vue de respecter ce délai. Veuillez vous assurer que votre rapport régional, signé par le Sous-commissaire régional, est transmis à mon bureau d'ici le **31 mars 2021**.

.../2

-2-

Should you have any questions, please do not hesitate to contact James Gonzo, Senior Project Officer, at [james.gonzo@csc-scc.gc.ca](mailto:james.gonzo@csc-scc.gc.ca)

Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec James Gonzo, agent principal de projet, à [james.gonzo@csc-scc.gc.ca](mailto:james.gonzo@csc-scc.gc.ca).



France Gratton

Attachment / Pièce jointe (1)

c.c: Senior Deputy Commissioner / Sous-commissaire principal  
Assistant Commissioner, Policy / Commissaire adjoint, Politiques  
Assistant Commissioner, Health Services / Commissaire adjointe, Services de santé  
Chief Audit Executive / Dirigeant principal de l'audit  
Director General, Security Branch / Directrice générale, Direction de la sécurité  
Executive Director, Structured Intervention Units Implementation Team / Directeur exécutif, Équipe de la mise en œuvre des unités d'intervention structurée  
A/Director, SIU Operations Team / Directrice, équipe opérationnelle des UIS p.i.  
100-SIU RPO/APR UIS  
100-SIU Senior Project Officer – Operations Team



Weckert Sherilyn (PRA)

---

Expéditrice : Weckert Sherilyn (PRA) au nom de Neil Kathy (PRA)

Envoyé le : 22 février 2021 à 9 h 37

Destinataires : Sears Gary (PRA); Hartigan Lawrence (PRA); Cooper Penny (PRA); Bird Shawn (PRA); Bonnefoy Robert (PRA); Campney Rob (PRA); Bailey Paul (PRA); Farmer Tracey (PRA)

C. C. Booker Debbie (PRA); Hurd Paul (PRA); Neil Kathy (PRA); Gaudet Carson (PRA); 501 - Unité d'intervention structurée; MacDonald Cynthia (PRA)

Objet : FW : 2020-21 INTERVENTION STRUCTURÉE UNITÉ POLITIQUE CONFORMITÉ EXAMENS // EXAMENS DE LA CONFORMITÉ À LA POLITIQUE SUR LES UIS POUR 2020-2021

Pièces jointes : Note de service - SIU\_Policy\_Compliance\_Reviews\_FR\_FR.pdf; 2020-2021 Structured Intervention Unit Regional Policy Compliance Review Verification Tool\_FR.docx; 2020-2021 Structured Intervention Unit Regional Policy Compliance Review Verification Tool EN.docx

Catégories : Achevé

Bonjour,

Comme vous l'a fait savoir le directeur de l'équipe des opérations de l'UIS lors de la téléconférence sur les opérations de l'UIS, le 2021-02-16, une note de service ainsi que le cadre, l'outil et le processus en vue de la vérification de la conformité à la politique de l'UIS 2020-2021 figurent ci-joint. Conformément aux directives ci-jointes, les directeurs d'UIS doivent remplir la section 2 de l'outil et deux directeurs d'établissement abritant des cellules à déplacements restreints doivent remplir la section 3.

Veillez présenter l'outil rempli et tout document joint au moyen de la liste de distribution de courriel 501- Unité d'intervention structurée. Les présentations doivent être acheminées au plus tard le 8 mars 2021. Si vous entrevoyez des difficultés quant à cette date, veuillez communiquer avec le SCAOC.

REMARQUE : En cas de non-conformité dans un secteur quelconque, un plan d'action sera requis. Tous les plans d'actions devront être achevés et présentés au SCAOC au plus tard le 30 avril 2021. Veuillez fixer une date « à rappeler » dans l'outil à ce sujet.

Il serait utile qu'une personne-ressource de l'établissement soit identifiée aux fins d'orientation à venir ou pour clarifier certains points liés au processus. Veuillez faire parvenir un message à 501- Unité d'intervention structurée et préciser le nom de la personne-ressource en question.

Des directives détaillées figurent dans les pièces jointes quant à la façon de remplir la vérification de conformité à la politique, y compris la convention d'appellation requise pour la sauvegarde des documents à présenter. Si vous avez des questions sur n'importe laquelle des étapes du processus, veuillez communiquer avec Debbie Booker ou Paul Hurd.

Nous vous remercions.

## Kathy Neil

A/Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnelles (SCAOC),  
Bureau régional des Prairies

Correctional Services of Canada | Service correctionnel du Canada

Email/Courriel : [Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca](mailto:Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca)

1

Telephone/Téléphone : 306-659-9233

Facsimile/Télécopieur : 306-659-9314

Government of Canada | Gouvernement du Canada

-----

Expéditrice : Milchak Sarah (NHQ-AC) <Sarah.Milchak@CSC-SCC.GC.CA> au nom  
de Gratton France (NHQ-AC)

Envoyé le 18 février 2021 à 14 h 56

<[100-RDC@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-RDC@CSC-SCC.GC.CA)>

Destinataire : I00-SCR  
Admin <[100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-RDCAdmin@CSC-SCC.GC.CA)>; Tousignant Al,  
cc : I00-SCR Administrateur Tousignant Alain (NHQ-AC)  
<[Alain.Tousignant@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Alain.Tousignant@CSC-SCC.GC.CA)>; Motiuk Larry (NHQ-AC) <[Larry.Motiuk@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Larry.Motiuk@CSC-SCC.GC.CA)>;

Wheatley Jennifer (NHQ-AC)

<[Jennifer.Wheatlev@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Jennifer.Wheatlev@CSC-SCC.GC.CA)>; D'Auray Christian (NHQ-AC)

<[Christian.DAurav@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Christian.DAurav@CSC-SCC.GC.CA)>; Covo Pierre

(NHQ-AC) <[Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Pierre.Covo@CSC-SCC.GC.CA)>; Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>; I00-UIS

RPO/APR UIS <[100-S1URPO/APRULS@csc-scc.gc.ca](mailto:100-S1URPO/APRULS@csc-scc.gc.ca)>; Agent principal de projet 100-SIU  
- Équipe des opérations

<[100S1USeniorProjectOfficerOperationsTeam@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100S1USeniorProjectOfficerOperationsTeam@CSC-SCC.GC.CA)>; Administration du

bureau 100-ACCOP <[100-ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-ACCOPOfficeAdministration@CSC-SCC.GC.CA)>; I00-COP-DG

<[100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-COP-DG@CSC-SCC.GC.CA)>

Objet : 2020-21 STRUCTURED INTERVENTION UNIT POLICY COMPLIANCE REVIEWS // EXAMENS  
DE LA CONFORMITÉ À LA POLITIQUE SUR LES UIS POUR 2020-2021

Hello // Bonjour,

Please find enclosed a memorandum and one attachment on the above-noted subject.  
// Veuillez trouver ci-joint une note de service et une pièce jointe sur le sujet  
susmentionné.

Thank you // Nous vous remercions.

Sarah Milchak on behalf of/de la part de

France Gratton

Assistant Commissioner, Correctional Operations and  
Programs Correctional Service of Canada / Government  
of Canada

[France.Gratton@csc-scc.gc.ca](mailto:France.Gratton@csc-scc.gc.ca) / Tel : 613-943-0499

Commissaire adjointe, Opérations et programmes correctionnels

Service correctionnel du Canada / Gouvernement du Canada  
France.Gratton@csc-scc.gc.ca / Tél : 613-943-0499

2

Government  
Gouvernement of Canada  
du Canada

completion of SIU policy  
compliance reviews.

To Regional Deputy Commissioners  
Sous-commissaires régionaux

Assistant Commissioner  
From Correctional Operations and  
Programs  
De Commissaire adjointe  
Opérations et programmes  
correctionnels

Subject : 2020-21 STRUCTURED  
INTERVENTION UNIT POLICY  
COMPLIANCE REVIEWS

Objet : EXAMENS DE LA CONFORMITÉ  
À LA POLITIQUE SUR LES UIS  
POUR 2020- 2021

The goal of the 2020-2021  
compliance reviews is to  
confirm regional and  
institutional processes are  
in place to identify, report  
and address non-compliance  
With SIU policy and, where  
required, ensure action  
plans are in place to  
address identified  
deficiencies.

In order to accurately and  
concisely complete the  
policy compliance review, a  
new SIU policy verification  
tool was developed. The  
attached 2020-2021 SIU  
Policy Compliance Review kit  
includes all documents  
required to complete the  
2020-2021 SIU policy  
compliance reviews.

As you are aware,  
Commissioner's Directive (CD)  
711 Structured Intervention  
Units (SIU) requires annual

We recognize the short  
timeframes for completion and  
thank you for your co operation in  
meeting the completion timeframe.  
Please ensure that your regional

report, signed by the Regional Deputy Commissioner are received by my office by March 31, 2021.

L'examen de la conformité à la politique pour 2020-2021 vise à confirmer que des processus sont en place dans les régions et les établissements pour cerner, signaler et régler les problèmes de non-conformité à la politique sur les UIS et, au besoin, à veiller à ce que des plans d'action soient en place pour remédier aux lacunes cernées.

GC 177 (R-97-03) (Word version 03-01)

MEMORANDUM NOTE DE SERVICE

EXAMENS  
DE LA

Security Classification - Classification de sécurité Unclassified Non classifié	
Our File -Notre référence	
Your File Votre référence	
Date <b>2021-02-19</b>	Tel. No. - N° de tél. 613- 943-0499

Pour que l'examen de la conformité à la politique puisse être réalisé avec exactitude et concision, un nouvel outil de vérification de la conformité à la politique sur les UIS a été élaboré. La trousse ci-jointe renferme tous les documents requis pour réaliser l'examen de la conformité à la politique sur les UIS pour 2020-2021.

Nous sommes conscients que le délai accordé pour réaliser l'examen est court et nous vous remercions de votre coopération en vue de respecter ce délai. Veuillez vous assurer que votre rapport régional, signé par le Sous-commissaire régional, est transmis à mon bureau d'ici le 31 mars 2021.

CONFORMITÉ À LA  
POLITIQUE SUR LES UIS POUR  
2020-2021

Comme vous le savez, en vertu de la Directive du commissaire (DC) 711 - Unités d'intervention structurée (UIS), un examen de la conformité à la politique sur les UIS doit être réalisé tous les ans.

...12

-2-

Should you have any questions, please do not hesitate to contact James Gonzo, Senior Project Officer, at [james.gonzo@csc-scc.gc.ca](mailto:james.gonzo@csc-scc.gc.ca). // Pour toute question, n'hésitez pas à communiquer avec James Gonzo, agent principal de projet, à l'adresse [james.gonzo@csc-scc.gc.ca](mailto:james.gonzo@csc-scc.gc.ca).



France Gratton

Attachment / Pièce jointe (1)

c.c: Senior Deputy Commissioner I Sous-commissaire principal  
 Assistant Commissioner; Policy I Commissaire adjoint, Politiques

Assistant Commissioner, Health Services I Commissaire adjointe,  
Services de santé  
Chief Audit Executive / Dirigeant principal de l'audit  
Director General, Security Branch I Directrice générale, Direction  
de la sécurité  
Executive Director, Structured Intervention Units Implementation  
Team / Directeur exécutif, Équipe de la mise en œuvre des unités  
d'intervention structurée  
A/Director, SIU Operations Team I Directrice, équipe  
opérationnelle des UIS p.i. I00-SIU RPO/APR UIS  
100-SIU Senior Project Officer – Operations Team

GC 177 (R-97-03) (Word 03-01)

## **Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Weckert Sherilyn (PRA) on behalf of Hope Jason (PRA)  
**Sent:** December 19, 2019 10:59 AM  
**To:** 500-Wardens  
**Subject:** FW: Outstanding Decisions - To Alleviate Administrative Segregation //  
Décisions en suspens - Pour atténuer l'isolement préventif

Hello,

Please see below for your action by COB January 3<sup>rd</sup>, 2020.

Thank you,

*Sherilyn Weckert on behalf of*

### **Jason Hope**

Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnels (SCAOC), Bureau régional des Prairies  
Correctional Services of Canada | Service correctionnel du Canada  
email: [Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA)  
Telephone/ Téléphone : (306)659-9233  
Facsimile: (306)659-9314 | Télécopieur: (306)659-9314  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

---

**From:** Parizeau Kimberly (NHQ-AC) <[Kimberly.Parizeau@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Kimberly.Parizeau@CSC-SCC.GC.CA)> **On Behalf Of** Boileau Michael (NHQ-AC)  
**Sent:** December 18, 2019 4:07 PM  
**To:** 100-ADCCO <[100-ADCCO@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-ADCCO@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Cc:** Arsenault Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Arsenault@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Kevin.Arsenault@CSC-SCC.GC.CA)>; Kunic Dan (NHQ-AC) <[Dan.Kunic@csc-scc.gc.ca](mailto:Dan.Kunic@csc-scc.gc.ca)>;  
Long Carmen (NHQ-AC) <[Carmen.Long@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Carmen.Long@CSC-SCC.GC.CA)>; Daou Joseph (NHQ-AC) <[Joseph.Daou@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Joseph.Daou@CSC-SCC.GC.CA)>;  
Boileau Michael (NHQ-AC) <[Michael.Boileau@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Michael.Boileau@CSC-SCC.GC.CA)>  
**Subject:** Outstanding Decisions - To Alleviate Administrative Segregation // Décisions en suspens - Pour atténuer  
l'isolement préventif

Dear colleagues,

I have been advised that regions have reached out to NHQ for direction regarding a number of cases that were in segregation and are now in an SIU, for which a transfer process to alleviate segregation was initiated days or weeks before the November 30<sup>th</sup> implementation of SIUs. Institutional and regional staff are asking if the process initiated before November 30<sup>th</sup> - for transfer to alleviate segregation - should be completed or cancelled. Other questions concern the choice of "purpose" in OMS for cases that are being considered for transfer out of SIU, due to the absence of an OMS value for transfer to alleviate a stay in SIU.

Decisions that remain in OMS, which identify transfers to alleviate segregation, should be closed at site level immediately (i.e. Denied in OMS by the Institutional Head). If the inmate had remained in segregation and was transferred to a SIU when it came into force, the decision rationale should refer to the changes to legislation, which took effect on November 30<sup>th</sup>:

*“If an inmate is in administrative segregation immediately before the coming into force of section 10, on the day on which that section comes into force, that inmate is deemed to have been authorized to be transferred to a structured intervention unit under an authorization given under subsection 29.01(1) of the Corrections and Conditional Release Act, as enacted by section 7.”*

These cases should now be managed pursuant to the SIU policy, and each case should be assessed individually. Should a case require a transfer out of an SIU, then CD 710-2 Transfer of Inmates should apply.

CD 711 on Structured Intervention Units and related Policy Bulletins that were promulgated on November 30 are very clear that a transfer out of an SIU should be processed pursuant to existing Transfer Policy.

Should you have any questions about the transfer policy, please feel free to contact Joseph Daou, Senior Manager Transfers Unit. For questions about policy governing SIUs, please contact one of the oversight officers.

---

Chers(ères) collègues,

J’ai été informé que les régions ont contacté l’Administration centrale pour avoir des directives concernant un certain nombre de dossiers de détenus qui étaient en isolement et qui sont maintenant dans des UIS, pour lesquels un processus de transfèrement pour atténuer l’isolement avait été initié des jours ou des semaines avant la date d’introduction des UIS le 30 novembre. Les employés(es) des établissements et des régions demandent si le processus initié avant le 30 novembre – transfèrement pour atténuer l’isolement – devrait être complété ou annulé. D’autres questions concernent le choix de la raison dans SGD pour les cas qui sont considérés pour transfèrement à partir des UIS, puisqu’il n’existe pas de valeur dans SGD pour les transfèvements pour atténuer le séjour dans une UIS.

Les décisions qui sont toujours dans SGD, qui identifient des transfèvements pour atténuer l’isolement, devraient être fermées immédiatement au niveau de l’établissement (Refusé dans SGD par le Directeur de l’établissement). Si le détenu était resté en isolement et a été transféré à l’UIS lors de leur entrée en vigueur, le rationnel pour la décision devrait référer aux changements législatifs, qui sont entrés en vigueur le 30 novembre :

*« Les détenus qui, à la date d’entrée en vigueur de l’article 10, sont en isolement préventif sont réputés avoir fait l’objet d’une autorisation de transfèrement, à cette date, en vertu du paragraphe 29.01(1) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, édicté par l’article 7. »*

Ces cas devraient être maintenant gérés selon la politique sur les UIS, et chaque dossier devrait être évalué individuellement. Pour un dossier nécessitant un transfèrement à partir de l’UIS, la DC 710-2 Transfèrement de détenus devrait être appliquée.

La DC 711 sur les Unités d’intervention structurée et les Bulletins de Politiques qui ont été promulgués le 30 novembre sont très clairs à l’effet que pour les transfèvements à partir d’une UIS la politique en place sur les Transfèrement des détenus devrait être suivie.

Pour des questions concernant la Politique sur les Transfèvements de détenus, veuillez contacter Joseph Daou, Gestionnaire principale de l’Unité des transfèvements. Pour des questions concernant les UIS, veuillez contacter un(e) des agent(e)s supervisé(e)s.

*Kim Parizeau on behalf of / de la part de*

**Michael Boileau**

Director General / Directeur général  
Security Branch / Direction de la sécurité

Correctional Service Canada (CSC) Service correctionnel Canada (SCC)  
340 Laurier Avenue West / 340 , Avenue Laurier Ouest  
Telephone / Téléphone: 613-996-1135



## **Weckert Sherilyn (PRA)**

---

**From:** Weckert Sherilyn (PRA) on behalf of Hope Jason (PRA)  
**Sent:** March 12, 2020 3:47 PM  
**To:** Cowell Veronica (PRA)  
**Cc:** Hills Christine (PRA); Di Placido Chantal (PRA); Krafchuk Pattie (PRA)  
**Subject:** FW: Restricted Movement Discussion

Veronica,

FYI, we advised NHQ that we would like to maintain the two cells at BI and DI and preferred not to have NR as a status.

Thank you,

### **Jason Hope**

Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnels (SCAOC), Bureau régional des Prairies  
Correctional Services of Canada | Service correctionnel du Canada  
email: [Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA)  
Telephone/ Téléphone : (306)659-9233  
Facsimile: (306)659-9314 | Télécopieur: (306)659-9314  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

---

**From:** Arsenault Kevin (NHQ-AC)  
**Sent:** March 9, 2020 2:01 PM  
**To:** 301-SCA - Opérations ; Boileau Michael (PAC) ; Hope Jason (PRA) ; Jackson Curtis (ONT) ; MacInnis-Meagher Adele (ATL)  
**Cc:** Neil Kathy (PRA) ; Kunic Dan (NHQ-AC) ; Dufresne-Meek Nathalie (NHQ-AC) ; Gonzo James (PRA)  
**Subject:** Restricted Movement Discussion

Good afternoon everyone,

As we examine how to define Restricted Movement cells at non-SIU sites, we would like to discuss various options and considerations at tomorrow's SIU weekly call (i.e. how to define rated-capacity specific to restricted movement cells)

CD-711 (Structured Intervention Units), does not define "restricted movement" as either an inmate or location status. In contrast, the Offender Management System (OMS) Bulletin dated 2019-11-25 mentions the addition of a new cell type for restricted movement. Regions have been asked to submit their requests for changes to rated capacity, including changes brought about by the implementation of SIUs. Some sites are defining restricted movement as a location status, while others consider it a type of inmate status. In some instances, sites are considering converting an entire range to accommodate restricted movement, while in others, only a limited number of cells have been labelled restricted movement. Given the different definitions, there is a need to identify one common definition

To prepare for the discussion, please consider the following, or suggest others as we move towards landing on one definition:

- 1) If restricted movement is defined as a location-status, given the definition of rated capacity outlined above, cells of this type would need to be removed from the rated capacity.

- 2) Consideration of designating entire ranges as restricted movement; should there be a limited number of inmates accommodated in those ranges, the organization could lose some efficiencies from a financial perspective as these ranges would be fully staffed, regardless of the number of inmates being accommodated.
- 3) Identifying restricted movement as an inmate-status rather than a location-status, which may allow for better placement and monitoring of inmates on restricted movement anywhere in the institution, irrespective of location (i.e. flexibility in use of space).

If there are other thoughts, please feel free to discuss them on Tuesday. We wanted to share this in advance to provide you with time for consideration.

Thank you,

**Kevin Arsenault, CPA, CMA**

Director, Security Operations  
Correctional Service Canada / Government of Canada  
[Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca](mailto:Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca)  
Tel: (613) 995-7954  
Cell: (343) 998-4330

Directeur, Opérations de sécurité  
Service correctionnel du Canada / Gouvernement du Canada  
[Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca](mailto:Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca)  
Tél: (613) 995-7954  
Cellulaire: (343) 998-4330

Weckert Sherilyn (PRA)

---

Expéditrice : Weckert Sheri[yn] (PRA) au nom de Hope Jason (PRA)  
Envoyé le : 12 mars 202 à 15 h 47  
Destinataire : Cowell Veronica (PRA)  
c. c. Hills Christine (PRA); Di Placido Chantal (PRA);  
Krafchuk Pattie (PRA)  
Objet : FW : Discussion sur les déplacements restreints  
Veronica,

À titre d'information, nous avons souligné à l'administration centrale (AC) que nous aimerions conserver les deux cellules à l'Établissement de Bowden et l'Établissement de Drumheller et ne pas avoir le statut NR.

Nous vous remercions.

### Jason Hope

Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnelles (SCAOC), Bureau régional des Prairies.  
Services correctionnels du Canada | Service correctionnel du Canada  
Courriel : [Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Jason.Hope@CSC-SCC.GC.CA)  
Telephone/Téléphone : 306-659-9233  
Facsimile/Télécopieur : 306-659-9314  
Government of Canada | Gouvernement du Canada

---

Expéditeur : Arsenault Kevin (NHQ-AC)  
Envoyé le : 9 mars 2020 à 14 h 1  
Destinataires : 301-SCA, Opérations; Boileau Michael (PAC); Hope Jason (PRA); Jackson Curtis (ONT);  
MacInnis-Meagher Adele (ATL)  
c. c. Neil Kathy (PRA); Kunic Dan (NHQ-AC); Dufresne-Meek Nathalie (NHQ-AC); Gonzo James (PRA)  
Objet : Discussion sur les déplacements restreints

Bonjour à tous,

À mesure que nous examinons la façon de définir les cellules à déplacements restreints aux établissements sans UIS, nous aimerions discuter de diverses options et divers points à prendre en considération lors de l'appel hebdomadaire sur l'UIS de demain (c.-à-d. comment définir la capacité nominale spécifique aux cellules à déplacements restreints).

La DC 711 (Unités d'intervention structurée) ne définit pas les « déplacements restreints » comme un statut de détenu ou de lieu. En revanche, le bulletin du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) daté du 2019-11-25 fait état de l'ajout d'un type de cellule pour détenus à déplacements restreints. On a demandé aux régions de présenter leurs demandes de changements à la capacité cotée, y compris les changements apportés au moment de la mise en œuvre des UIS. Certains établissements définissent les déplacements restreints comme un statut de lieu, alors que d'autres estiment qu'il s'agit d'un type de statut de détenu. Dans certaines circonstances, les établissements examinent la possibilité de convertir une rangée en entier pour répondre aux besoins en matière de déplacements restreints, alors

que d'autres, seul un nombre limité de cellules sont utilisées pour les déplacements restreints. Compte tenu des différentes définitions, il est nécessaire d'en établir une seule.

En vous préparant à la discussion, veuillez examiner les points suivants ou en suggérer d'autres à mesure que nous avançons vers l'établissement d'une seule définition.

- 1) Si les déplacements restreints sont définis en tant que statut de lieu, étant donné la définition de la capacité cotée qui figure ci-haut, il faudrait retirer ce type de cellules de la capacité cotée.

1

- 2) Examen de la désignation d'une rangée entière de cellules à déplacements restreints; doit-on établir une limite quant au nombre de détenus logés dans ces rangées, l'organisation pourrait voir son efficacité diminuer dans une certaine mesure sur le plan financier, car ces rangées comporteraient un effectif complet, peu importe le nombre de détenus logés.
- 3) Donner le statut de détenu aux secteurs à déplacements restreints, plutôt qu'un statut de lieu, ce qui pourrait permettre un meilleur placement et une meilleure surveillance des détenus en cellule à déplacements restreints n'importe où dans l'établissement, peu importe le secteur (c.-à-d. souplesse pour l'utilisation de l'espace).

Si vous avez d'autres idées, n'hésitez pas à les souligner mardi. Nous souhaitons vous fournir cette information à l'avance pour vous donner le temps de l'examiner.

Nous vous remercions.

Kevin Arsenault, CPA, CMA

Director, Security Operations

Correctional Service Canada/Government of Canada

[Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca](mailto:Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca)

Tel : (613) 995-7954

Cell : (343) 998-4330

Directeur, Opérations de sécurité

Service correctionnel du Canada/Gouvernement du Canada

[Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca](mailto:Kevin.arsenault@csc-scc.gc.ca)

Tél. : 613-995-7354

Cellulaire : 343-998-4330

---

Weckert Sherilyn (PRA)

**From:** Weckert Sherilyn (PRA) on behalf of Neil Kathy (PRA)  
**Sent:** January 12, 2021 1:07 PM  
**To:** Hitchcock Jennifer (NHQ-AC)  
**cc:** Dufresne-Meek Nathalie (NHQ-AC); Neil Kathy (PRA)  
**Subject:** FW: RIS Pilot - Interim option - CSC template version V.4.3 2020-12-31 -PRA COMMENTS.docx  
**Attachments:** RIS Pilot - Interim option - CSC template version V.4.3 2020-12-31 -PRA COMMENTS.docx

**Categories:** Complete

Hi Jennifer,

Please see the attached with the comments from the Prairie Region, below are comments that don't fit into the document.

- Most of the time, it comes down to the offender refusing to leave the SIU for whichever reason. Debts, scared, . want to stay in the SIU for their sentence. (same as identified in the document)
- This is adding more administrative burden to the Parole officers and the Senior Project Officers who are already overburdened. There will be push back from the union before the policy is changes to support requirements. Gathering information is the biggest obstacle because it takes time to go through OMS, the APP etc. to gather that information, it can be done, but it is resource heavy so this will impact the ability to "get offenders out quickly".
- The strategies are all really well laid out in the document and these discussions are occurring all the time.  
Documentation can surely improve in that regard but with the pressures of getting offenders out the SIU. These tasks get lost in the shuffle at times.
- We do agree with we need to continue to assist and encourage offenders to integrate in whichever population but (just as an alcoholic) if they are refusing to address the issues that brought them there and/or refusing to discuss and be honest about the reasons behind them refusing and/or using manipulation behavior, I'm not sure what else can be done. Further to that, using force will be an option that is used very seldomly. Forcing someone out when we can not get the inmate on board equates somewhat to forcing an addict into treatment It won't be successful unless the offender is willing to do so.

Sherilyn Weckert on behalf of

**Kathy Neil**

A/Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO), Prairie Region  
Sous-commissaire adjoint, Opérations correctionnels (SCAOC), Bureau régional des Prairies  
Correctional Services of Canada | Service correctionnel du Canada  
email: [Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca](mailto:Kathy.Neil@csc-scc.gc.ca) Telephone/ Téléphone :  
(306)659-9233  
Facsimile: (306)659-9314 | Télécopieur: (306)659-9314

Government of Canada | Gouvernement du Canada

From: Dufresne-Meek Nathalie (NHQ-AC) <[Nathalie.Dufresne-Meek@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Nathalie.Dufresne-Meek@CSC-SCC.GC.CA)>  
Sent: January 6, 2021 1:49 PM  
To: IOO-ADCCO <[100-ADCCO@CSC-SCC.GC.CA](mailto:100-ADCCO@CSC-SCC.GC.CA)>; Maltby Marty (NHQ-AC) <[Marty.Maltby@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Marty.Maltby@CSC-SCC.GC.CA)>; Long

1

Carmen (NHQ-AC) <[Carmen.Long@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Carmen.Long@CSC-SCC.GC.CA)>; Coons Warren (NHQ-AC) <[Warren.Coons@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Warren.Coons@CSC-SCC.GC.CA)>; Moser Andrea (NHQ-AC) <[Andrea.Moser@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Andrea.Moser@CSC-SCC.GC.CA)>; Arsenault Kevin (NHQ-AC) <[Kevin.Arsenault@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Kevin.Arsenault@CSC-SCC.GC.CA)>  
Cc: Ricard Geneviève (NHQ-AC) <[Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Genevieve.Ricard2@CSC-SCC.GC.CA)>; Hitchcock Jennifer (NHQ-AC) <[Jennifer.Hitchcock@csc-scc.gc.ca](mailto:Jennifer.Hitchcock@csc-scc.gc.ca)>; Dufresne-Meek Nathalie (NHQ-AC) <[Nathalie.Dufresne-Meek@CSC-SCC.GC.CA](mailto:Nathalie.Dufresne-Meek@CSC-SCC.GC.CA)>  
Subject: Reintegration Intervention Strategy/Stratégie d'intervention pour la réintégration

Hi everyone,

This is the document I was asked a question about this morning, during the call With the ADCCOs and your teams. It is currently in Translation, so hesitated sending it out. I've decided to send it out, so you can start the review With your teams, and will ensure to send you the French version as soon as it's available, and, will ensure you have sufficient time to review, With the French version.

Please provide your feedback using track changes or the comment feature to Jennifer Hitchcock as soon as possible.

Thank you,

Nathalie

-----  
Bonjour tout le monde,

Voici le document sur lequel on m'a posé une question ce matin, durant l'appel avec les SCAOCs et vos équipes. Il est présentement en traduction, donc, j'hésitais à vous l'acheminer. J'ai décidé de vous l'envoyer, pour que vous et vos équipes puissiez débiter votre examen, et, je vais m'assurer de vous fournir la version française dès qu'elle est disponible, et, je vais aussi m'assurer de vous donner suffisamment de temps pour examiner le document, lorsque la version française sera disponible.

Prière d'envoyer vos commentaires à Jennifer Hitchcock en utilisant les options « commentaires » et « suivi des modifications » dès que possible.

Merci,

Nathalie

3Vathafie Dufresne-ffleek  
Director General Security  
Directrice générale, Sécurité  
[nathalie.dufresne-meek@csc-scc.gc.ca](mailto:nathalie.dufresne-meek@csc-scc.gc.ca)  
613-996-1135

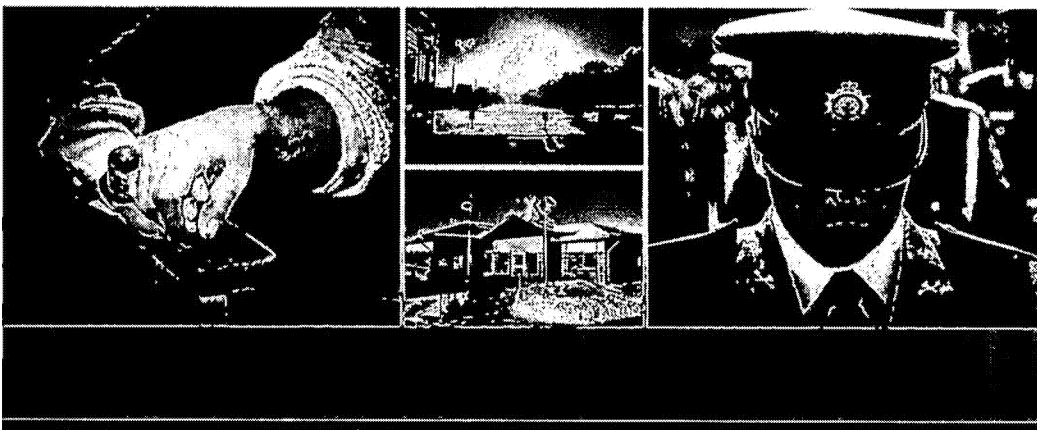
'EA'P Referra[Agent/Agente cforientationPAE  
Positive Space Champion Championne de l'Espace positif

2



## CORRECTIONAL SERVICE CANADA

CHANGING LIVES. PROTECTING CANADIANS.



## Reintegration Intervention Strategy

PILOT PROJECT

JANUARY 2021

Style Definition: List Paragraph, List (bullet): Font 12 pt,  
Font color: Custom Color(RGB(31,73,125)), Space After.  
0 pt. Line spacing: single, No bullets or numbering

CorrectionalCanadaServiceCorricoCanadacorrectionnot

Canada'



## REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

### IPurpose

Structured Intervention Units (SIU) are experiencing challenges with a sub-set of inmates who refuse to reintegrate into a mainstream population despite receiving a decision by the Institutional Head (IH), the Senior Deputy Commissioner (SDC) or an Independent External Decision Maker (IEDM) to transfer them out of the SIU.

Given the legal and operational impacts of inmates refusing to leave an SIU, an organizational strategy that promotes an active approach to encouraging these inmates to reintegrate into a mainstream population is required. The Service is currently in the process of developing an SIU Reintegration Intervention Strategy (SIU-RIS) to address these challenges. The SIU-RIS is a transitional model which assists sites in the reintegration of inmates who are complex cases, or who refuse to leave a SIU and integrate into a mainstream population when a reasonable alternative exists. The SIU-RIS will include a post-SIU plan, created in consultation with a receiving institution, which increases the likelihood of these inmates remaining in a mainstream population once transferred out of a SIU.

The SIU—RIS ensures the Correctional Service of Canada (CSC) continues to achieve the requirement of section (33) of the Corrections and Conditional Release Act (CCRA); to end an inmate's confinement in an SIU as soon as possible.

REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

The complete RIS will include a component to address complex cases, primarily those with Security Threat Group (STG) considerations or significant incompatibility concerns.

This pilot phase of RIS development will allow sites and regions to provide valuable feedback and recommendations to improve the final process. The pilot is focused on the initial group of inmates, those who refuse to transfer out of the SIU despite receiving a decision not to remain in an SIU. The pilot period will be 6 to 12 months and will begin in January of 2021b

## Background

A strategic approach is required to ensure that, regardless of the decision maker, once a decision once a decision to transfer an inmate out of an SIU is rendered, they are physically transferred to a mainstream population as soon as safely possible.

The adopted approach is based on the Engagement and Interventions Model (EIM), which has been in use since 2018. The EIM provides the basis for a dynamic people-centred approach when interventions are required, such as responding to an inmate from a SIU who refuses to leave.

Since the implementation of SIUs on November 30, 2019, there appear to be some emerging trends among the sub-set of offenders who refuse to leave the SIU. The identification of these inmate groupings is currently anecdotal in nature. However, the Research Division at National Headquarters has been engaged to gather and analyze data related to inmates within an SIU environment to empirically determine if such subgroups exist and to aid in determining if there are specific identifying characteristics within any groups identified. This work is currently being completed in parallel with the pilot project and the findings will be used to adjust the SIU- RIS accordingly.

At this time, the following groups have been observed:

- Inmates who show signs of institutionalization or fear of integration. These individuals may have a subjective belief that their safety is in danger in a mainstream population and show patterns of self-isolation and/or are suspicious of others' intentions.
- Inmates who use the SIU to "manage" their sentence; these individuals typically have a form of community release in the near future (i.e. Statutory Release or Warrant Expiry).
- Inmates who do not believe the identified population, to which they are approved to transfer, is suitable to them — such as refusing to enter an "integrated" population when they do not believe they are an "integrated" inmate. These inmates may use threats of violence/destruction of property to remain in the SIU. This group may also include inmates who believe that an alternative population is integrated when it is not (as in the case of Voluntary Limited Association Ranges).
- Those who have STG considerations, or significant incompatibility concerns, and for whom the identification of a safe alternative population can be complex.

The scope for the current pilot project will focus on the first three inmate group types. There are ongoing working groups focused on developing a framework to address those inmates who are complex cases and have significant incompatibility and/or STG concerns.

### Commented [WS(1)]: PRAIRIE REGION

The MTF is quite lengthy and contains repetitive information that has already been documented and used in the decision making process to transfer the offender out of the SIU. This MTF could be streamlined significantly and this would better serve to provide information that is only applicable to the use of force consideration for removing the offender from the SIU. The continual repetition of the information in the MTF and subsequent MTFs is not necessary and lends itself towards cutting and pasting information than documenting the alternatives explored to remove the offender from the SIU.

There is also some confusion about the process of consulting with the ACCOP and ADCC() for when use of force is being considered'. If we do not believe use of force is manageable we consult with t116 ACCOP, but we do not consult with the ADC-CO? As well, does the IEDM play any role in this?

Also just to confirm, we would complete this case conference and a subsequent SIU CPU and MIF every ten days following the regularly scheduled ADCCO reviews? So within ten days of the ADCCO reviews and continue this pattern until he leaves?

The plans/interventions outlined in the document leading up to the process of using force is acknowledged and supported by the site. The site does continue to utilize

Annex A prior to an inmate transferring to the SIU and while they are in the SIU. This process is formalized

through the documentation currently required including

the transfer authorization, IH Decision, SIU-CPU, SIURC

and (EDM responses. Adding an additional layer of

documentation will only increase the workload without increasing the resources to complete the work.

Commented [NK(2)]: Unlikely to be in January given finalization and translation of document remains.

## REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

---

Understanding the characteristics of these inmates, and the motivations behind their refusal, is important as it can help inform the next steps needed to move the inmate out of the SIU and toward integration into a mainstream population.

The aim for this strategy is to allow inmates to reintegrate into a mainstream population as soon as safely possible, but also to remain in this population on a long-term basis. For this reason, the SIU-RIS will extend past facilitating a transfer out of an SIU. The strategy will include a detailed offender management plan, developed by the SIU Case Management Team (CMT), in consultation with the mainstream population CMT. This offender management plan will ensure continued structure and support is provided to address the behaviours and issues that initially led to the inmate's transfer to an SIU. This offender management plan is essential in positioning the inmate for success upon reintroduction into the mainstream population.

The SIU-RIS will follow the refusing inmate throughout the process of reintroduction into a mainstream population from an SIU and includes the development of the post-SIU offender management plan. There is a component of this post SIU-Offender Management Plan contained in the pilot.

## Pilot Process

The pilot Reintegration Intervention Strategy is a phased strategy (See Annex A, Interventions and Techniques). The intent is that the process begins at the start of an inmate's confinement in the SIU, rather than as a reactive measure upon refusal, to facilitate the integration into a mainstream population. Ideally, it should be worked into an inmate's SIU-Correctional Plan Update (SIU-CPU) as part of the inmate's correctional plan.

The SIU — RIS mirrors the EIM in that the use of force to transfer an inmate from the SIU is a last resort measure, and generally, should only be considered in cases where all other intervention attempts have been tried, but failed. In such cases, the planned use of force should be accompanied by an authorized intervention plan as per Commissioners Directive (CD) 567-1, Use of Force. The use of force to transfer an inmate from the SIU prior to exhausting all other intervention alternatives should only be considered under exceptional circumstances, only when the transfer by force significantly increases the likelihood of success, and in consideration of overall case factors. Additionally, the intent to use force must be communicated to the inmate prior to the implementation of the plan to allow the inmate a final opportunity to transfer out of the SIU voluntarily and provide due process. The SIU-RIS is escalatory in nature; the strategies become more directive as measures are exhausted but achieve no success in gaining compliance.

Much like the EIM, the Reintegration Intervention Strategy is not linear and requires continuous reassessment and re-evaluation of inmate behaviour and intervention options. Selected techniques or interventions are in response to the inmate's behaviour and level of compliance. Additionally, regardless of the plan that is developed, nothing is absolute. Should the case dynamics change, and an intervention is either no longer viable or no longer required, alternative interventions must be considered or reconsidered, even if they have been previously attempted, and a new plan developed.

The approaches and strategies outlined in Annex B, Working Approaches, are not finite or absolute. Although working approaches are suggested for the identified inmates for the pilot (groups 1 — 3) there is a crossover between these groups, as well as individuals who will not clearly fall within one or any of these types. As such, it is important to remember:

---

#### REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

---

- All suggested interventions and techniques could be applicable for inmates of any group, if deemed appropriate.
- Sites should look at the global resources they have within their institution, as well as in the community, to identify other possible strategies or approaches.

In addition to the EIM, the principle of continuation of service/care is engaged to facilitate the transition from the SIU to the mainstream population. In this way, the offender experiences a gradual release of responsibility from the Interdisciplinary Team and independently assumes responsibility for their own success within the mainstream population.

### Case Management Steps Post Transfer Out/ Not to Remain In Decision

One goal of the SIU-RIS is to ensure continued oversight for cases which remain in an SIU once a decision to transfer out, or not to remain in, has been rendered. To achieve this, cases will be reviewed on the following timeline, which provides for a focused review of the case approximately every two weeks. This review interval is similar to inmates who have not received a transfer out/ Not to Remain In decision.

The timeline begins once an inmate has received a decision to transfer out of an SIU (Institutional Head, or Senior Deputy Commissioner decision) or a Not to Remain In decision by an IEDM.

- Cases will be reviewed by the CMT within 10 working days from the decision to transfer out of an SIU/ Not to Remain In.

If the Regional Review is scheduled to occur within the initial 10 working day period following the rendering of the decision, the CMT case conference will occur 10 working days following the Regional Review.

CMT Case Conferences will occur within 10 working days thereafter following the Regional Reviews.

Content guidelines for the 'Progress Update' portion of the SIU-CPU for Inmates with a "Not Remain In"/ transfer out decision, are provided in Annex C. During each case conference it is necessary to outline what interventions/ strategies have been attempted to gain compliance, as well as the outcome for each attempt. The case must be assessed regarding the appropriateness of elevating the case to the next phase, and next steps are to be identified and clearly outlined (including the anticipated timeframe in which they are to occur). Accurate and fulsome documentation is essential at each phase as it will be a necessary component of evaluating the viability and appropriateness of employing a phase three (3) use of force plan.

tThe case conference. Wilt; atam inimum; inclué input-from

Manager, Assessment and Intervention

Correctional Manager

Assigned Parole Officer

Assigned Correctional Officer II

REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

Commented MS(31: PRAIRIEREGION: \_  
Adding MentalHealth list of  
inputs for case conference

**PRAIRIE REGION**

We have reservations with the plan  
'force as an alternative. With our current population -  
in the SIU, using force would not solve or: inmates  
Currently in the unit.  
vulnerable inmate group and those -  
inmates that are threatening to cause harm if  
forced to use force would exacerbate the risk  
• would pose the risk of the unit after using force to new  
unit. You would only create a more hostile situation'  
and cause more harm for inmates). use  
within a medium security site would increase in security  
classification and subsequent influence of transfer to -  
maximum security.

Notice - providing an inmate notice impact the  
affected inmate but may also increase the stress of the  
unit. This would increase the anxiety and stress -  
of the inmate, which may lead to poor  
Coping Skills. W-s-elf-harm or worse: Suicide.  
incite other or cause harm to staff brother-  
inmates order to avoid being forced may also  
find that there is an inmate in  
SIU. also then ask is authorized  
and the use of force. does that equate to  
being safe. These inmates to be placed these  
actions not justify the need for SIU as their behavior  
institutional security of others:

The steps and procedures measure that  
include the use of approximately one provided  
to the inmate. If the process was in the  
successful integration; then  
this by a further month the

The proposed use of number of cost factors to  
would result in higher increase cost -  
These would be an increase of:  
-resources to provide the additional supports:  
(part of in order set out in this  
pilot:

## REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

Health/ Clinical Services

Security Intelligence Officer (SIC)

Elder (as applicable)

Indigenous Liaison Officer (as applicable)

Correctional Program Officer (as applicable)

Commented [WS(5):

(Use of: Force)

As part of the phased intervention approach, a case may be reviewed for a potential planned use of force to effect the transfer of the inmate out of the SIU but only when all other viable interventions have been exhausted. If the decision is made to effect a transfer using force, the intent to use force must be clearly communicated to the inmate, in writing, a minimum of (1) one working day prior to the planned implementation date, but not more than (7) seven working days. If (the inmate is unable to read, or has known responsibility issues, a staff member must review the written notification with the inmate and document this in a Casework record.

## REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

### Consultative Process for Use of Force

The case overview, offender management plan, consultation results and final decision of the IH will be recorded in a Memo to File on the inmate's offender file.

Commented [WS(6): PRAIRIE REGION  
Correcting some inconsistencies in use of Health Services vs. Clinical Services (pg. 6 and pg. 10)

To ensure that force is only used in appropriate cases, as a last resort, and to provide consistency across regions, the consultative process is three tiered: site, regional, national.

This process is outlined below (Consultative Process for Use of Force) and guidelines for the Memo to File are provided in Annex D. As the RIS is a phased approach, with consideration to the use of force being the last option, this process would not be employed until phase 3.

Commented [NK(7): Should this be in the supplementary information in the LTF and not a memo to file in order to facilitate easier access by IEDM?

### Consultative Process for Use of Force

The case overview, offender management plan, consultation results and final decision of the IH will be recorded in a Memo to File on the inmate's offender file:.....

Once the site has completed a case conference, in consultation with Health Services, and it has been determined that there are no other viable alternatives available to gain voluntary compliance with the order to transfer:

## REINTEGRATION INTERVENTION STRATEGY – PILOT PROJECT

### Initial Determination

The CMT, in consultation with the SIO and Clinical Services (if applicable), will assess the risk of using force to effect the transfer out of the SIU.

Review any threats of violence made by the inmate and determine the validity/ credibility of the threats.

- Review past behavior of the inmate to determine if they have refused to transfer out of the SIU or segregation, what actions were taken and what the outcome was.
- In consultation with Clinical Services, determine if a use of force will negatively affect the inmate's mental health to a degree that it is likely to place themselves or others at risk.
- Assess the availability of supports, services or measures which could be put in place to mitigate these risks.

### If the risk of using force is deemed unmanageable

Formatted: Indent: Left: 0 cm

- The site will still complete a memo to file as outlined in Annex D. However the following steps are not required:
- No consultation with a mainstream population site is required at this time.
- No review by the Assistant Commissioner, Correctional Operations (ACCOP) is required.
- In the recommendations provided by the Assistant Deputy Commissioner, Correctional Operations (ADCCO) next steps should be identified:
  - Referral to the Independent External Decision Maker (IEDM) under section 23.07 of the CCRA (for cases with a CSC transfer out decision).
- Consideration for an Ad Hoc Institutional Head decision to remain in the SIU.
  - Possible review by Legal Services for Judicial Review in cases where an IEDM has rendered a decision Not to Remain In.
- If a referral to the IEDM is required under section 23.07 of the OCRA, that referral

will be submitted from the office of the ADCCO in consultation with the site.

### If the risk of using force is deemed manageable

The site will: contact the applicable) to notify them that the transfer may be effected by way of force. Consultation will include discussions regarding the Offender Management plan; what supports will be in place, possible challenges with successful integration, and mitigating measures, which can be put in place to